



In collaborazione con

Convegno nazionale

musulmani 2G

**diritti e doveri di cittadinanza dei giovani musulmani
di seconda generazione**

Torino, 1° e 2 dicembre 2009
Circolo dei Lettori, via Bogino 9

Papers

Felice Dassetto⁽¹⁾

Le devenir de l'islam européen face aux défis citoyens

L'islam européen continue à se construire lentement depuis l'arrivée de l'immigration musulmane de masse à la fin des années 1960. Cette immigration a commencé d'abord au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, aux Pays-Bas et au nord de l'Europe. Elle s'est poursuivie dans les pays du sud de l'Europe, comme l'Italie et l'Espagne.

Mais c'est seulement à partir des années 1970 que s'est affirmée avec vigueur une identité qui se fonde sur les références à l'islam comme religion. Cette identité se juxtapose au vécu culturel qui opère une composition difficile entre les cultures d'origine et celles des espaces d'arrivée, au vécu national particulièrement important pour certains pays (qu'on pense à la Turquie) ou au vécu ethnique-racial auquel l'immigré arabe, indo-pakistanaï ou africain est souvent renvoyé. Cette émergence de l'identité religieuse musulmane en Europe allait de pair avec une réislamisation croissante dans les pays musulmans.

Les musulmans se sont ainsi confrontés au défi d'implanter leur religion en tant que composante de la réalité européenne. Cette implantation est loin d'être achevée. Il importe de tenir compte de ce processus historique de construction progressive de l'islam européen à propos duquel on peut commencer à faire un bilan des défis relevés et tenter un diagnostic au sujet des défis à venir.

I. LES DÉFIS DU PASSÉ ... TOUJOURS PRÉSENTS

Dans tous les pays européens, les quarante ans d'implantation de l'islam ont été assez mouvementés, secoués par de nombreux remous et débats. On peut tenter de synthétiser quelques grands enjeux auxquels les musulmans ont dû faire face.

1. La visibilité de l'islam dans l'espace européen

Lorsque les immigrés originaires de pays musulmans, arrivés depuis quelques années en Europe, ont entamé une démarche d'islamisation, ils ont relevé un premier type de défi qui découlait de la volonté de rendre visible à eux-mêmes leur religion, jusqu'alors souvent enfouie et un peu oubliée. D'un coup, ils ont ajouté une nouvelle dimension religieuse aux territoires où ils vivaient en engendrant une nouveauté historique considérable : l'islam devenait une composante visible et permanente de l'Europe occidentale

C'était une démarche (inachevée) dont l'ampleur dépassait –et dépasse– les processus habituels de contact culturel inhérents à toutes les migrations. Car ce qui était et ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement des traits culturels, des modes de vie différents, mais le système complexe de tout cela sous-tendu par une histoire millénaire, par des systèmes de pensées théologiques élaborées, par des institutions, par des Etats. Ce n'est pas une banale rencontre entre cultures différentes ⁽²⁾. C'est une rencontre de civilisation qui a eu et qui a lieu, sous les formes nouvelles d'existence des civilisations, à l'ère des Etats-nations, des relations internationales et des circulations des personnes, des idées, des marchandises et des capitaux, à la suite des nouvelles dynamiques de la mondialisation.

Ce défi comporte plusieurs dimensions.

La première est la possibilité et la légitimité même de la présence de l'islam dans une société non musulmane. On connaît les hésitations des musulmans pour qualifier l'espace européen. Ils ont utilisé diverses catégories, les unes puisées dans le répertoire historique de la géopolitique musulmane, d'autres repensées en

¹ F. Dassetto, Président du Centre Interdisciplinaire d'Etudes de l'islam dans le Monde Contemporain (CISMOC) à l'UCL, Professeur émérite UCL, membre de l'Académie Royale de Belgique

Ce texte est un bilan appuyé en grande partie sur les réflexions et les travaux que j'ai conduits ou qui ont été conduits par des membres du « Centre Interdisciplinaire d'Etudes de l'Islam dans le Monde Contemporain (CISMOC/UCL) ». C'est la raison pour laquelle on trouvera dans ce texte des fréquentes références à ces travaux. Ceci non pas par mépris ou par méconnaissance de ce qui est fait par d'autres collègues, mais pour faire le lien entre des recherches et interrogations concrètes et une réflexion générale.

² Felice Dassetto, *L'incontro compless, Mondì Occidentali et Mondì Islamici*, Città aperta, 2004.

fonction de la vie des musulmans dans le contexte européen. Contrairement à une appréhension musulmane historique, l'Europe ne peut plus être qualifiée, par la grande majorité des musulmans européens, comme un « territoire de la guerre » (*dâr al-harb*), mais elle n'est pas non plus un « territoire de l'islam » (*dar al-islam*). S'agit-il d'un « territoire de la trêve » (*dâr al-sulh*), catégorie utilisée historiquement pour désigner un territoire non musulman, mais qui avait établi un pacte avec l'islam à l'instar de ce que firent des tribus chrétiennes ou juives au temps du Prophète ? Même cette catégorie n'était pas entièrement satisfaisante et c'est ainsi que des penseurs musulmans tentèrent d'autres définitions : comme le « territoire de l'exil » (*dar al-hijra*) qui associe la situation d'immigration à celle de l'exil du Prophète mais cette catégorie d'identification ne peut plus être une significative pour des jeunes musulmans nés et éduqués en Europe. L'enthousiasme religieux fit parler aussi de « terre de mission » (*dâr al-dawa*) en insistant sur l'exigence de maintien et de retour à l'islam. Plus récemment, on ramena l'appellation à l'attitude personnelle du musulman, pour parler de « terre du témoignage » (*dar al-shahada*).

Toutes ces appellations montrent comment les musulmans ont été amenés à chercher des catégories cognitives pour concilier leur présence définitive au sein d'un territoire, qu'ils pensaient exogène et puis, progressivement, comme faisant partie de leur identité. C'est ainsi que, à partir des années 1990, les jeunes générations et leur leaders (comme Tariq Ramadan), ont commencé à parler de plus en plus d'« islam européen », en affirmant donc une spécificité identitaire tant à l'égard du monde musulman que de la société européenne.

Du côté non musulman, la catégorie de pluralisme associée à un regard éloigné du religieux, a rendu apparemment plus facile d'intégrer 'en général' l'islam dans l'univers culturel et civilisationnel européen. Mais ceci est loin d'être évident. Dans pas mal de territoires – par exemple ceux de tradition catholique homogène et stable -, la présence de l'islam suscite des réactions, car les codes normaux d'appréhension de l'identité territoriale sont perturbés. Des formations politiques et des groupes de nature idéologique alimentent d'ailleurs la crainte à l'égard des musulmans en s'appuyant sur une affirmation identitaire européenne purifiée des codes culturels révélateurs de la présence musulmane.

L'acceptation de l'islam 'en général' est mise à l'épreuve face à des questions concrètes. Ainsi le port du foulard islamique est un cas non résolu de l'implantation de l'islam en Europe⁽³⁾. Il l'est du côté musulman, car la construction de cette obligation par les courants normatifs musulmans pose de nombreuses questions. Elle interpelle l'idée même de pluralisme, dans une vision postmoderne ; elle interroge sur le statut de la femme ; elle interroge sur un islam voulant s'affirmer de manière ostensible et pénétrer dans la vie civile commune.

La volonté de rendre visibles des lieux de culte à travers une symbolique qui reproduit ou qui évoque l'esthétique musulmane suscite, dans de nombreux cas, des réactions de citoyens. Ce qui est en jeu dans ce cas est bien la symbolique de la ville, de la vie commune où tente de s'insérer ce nouveau signe urbain à côté des signes chrétiens, des signes civiques, des signes ouvriers, des signes de l'activité industrielle et commerciale. Souvent chez les initiateurs de ces lieux de culte, a prévalu le transfert pur et simple de l'esthétique des mosquées des pays musulmans. Cette importation architecturale fait naître des questions chez les musulmans eux-mêmes, qui recherchent des codes architecturaux adaptés à l'esthétique urbaine européenne. Elle suscite étonnement, malaise et hostilité auprès de non musulmans.⁽⁴⁾

La fête musulmane de l'Aïd el Kebir est aussi un cas – mineur - qui suscite des réactions. C'est un cas mineur, car elle se déroule ou bien dans l'espace domestique ou bien dans des espaces communautaires. A la

³ Voir à ce sujet mon analyse Felice Dassetto, « Foulards, signes, rencontre », 2004, http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/cismoc/documents/Foulards_signes.pdf

⁴ S. Allievi, *Conflicts over Mosques in Europe. Policy issues and trends*, Brussel, Nef Initiatives on Religion and Democracy in Europe, 2009

différence du foulard ou de la mosquée (et son minaret), ce fait social ne soulève pas la question des codes culturels partagés dans un espace public commun avec l'ensemble de la population.

Ces processus de visibilité ont eu lieu de manière tâtonnante, par essais et erreurs car cette présence était une réalité nouvelle pour tout le monde. Et en général, ce qu'a manqué de part et d'autre (encore davantage du côté musulman) ce sont des interprètes capables de prendre distance, d'analyser, d'expliquer le processus en cours. Cette démarche de visibilité fut d'autant plus un défi que le plus souvent (avec l'exception partielle du Royaume-Uni) les communautés musulmanes manquaient cruellement de leaders formés, pouvant faire le pont vers les populations autochtones.

Ceci dit, il est clair que depuis quarante ans l'islam est devenu visible dans l'espace européen et est désormais une composante qui s'inscrit progressivement dans les cultures européennes à la suite du rapprochement progressif et réciproque entre la réalité de l'islam européen et celle du contexte européen non musulman. Ce processus est loin d'être achevé.

À noter, pour conclure sur ce point, que la dynamique de visibilité est marquée aussi par la situation sociale et économique des populations musulmanes. L'islam a été un refuge pour des hommes au chômage et marginalisés et pour des pères désarçonnés ⁽⁵⁾.

La question sera de voir si et en quoi, surtout pour les deuxièmes et troisièmes générations, l'islam sera un instrument de positionnement social. Parfois la tendance de certains leaders a été de parier sur une identité ethno-islamique marginalisée, en s'inspirant quelque peu du modèle des Black Muslims américains. Mais ces logiques ne semblent pas devenir majoritaires. Par contre l'affirmation d'une identité sociale spécifique dans l'espace européen semble guider certaines pratiques : le port du foulard, la revendication de la célébration familiale de l'Aïd sont autant des affirmations religieuses que des affirmations sociales. Dans d'autres cas, l'islam peut servir d'instrument de mobilité sociale, car il est à l'origine de rigueur et de droiture morale, de motivation aux études et de volontarisme au travail.

Mais le devenir et surtout la forme de l'islam européen se bâtiront aussi en fonction des réactions du contexte. Des attitudes de rejet, parfois des polémiques non justifiées et non fondées, pourraient contribuer à engendrer des réactions ou apporter de l'eau au moulin de groupes plus conservateurs et radicaux.

2. L'institutionnalisation de l'islam

L'implantation de l'islam dans l'espace européen ne fut pas seulement une question culturelle, car très vite les musulmans ont relevé le défi de consolider l'implantation de l'islam en Europe à travers des institutions vigoureuses.

Que l'on considère un premier indicateur, celui des salles de prières, des mosquées et des associations qui les animent. Ces salles de prière et mosquées étaient quelque dizaines au début des années 1970. Elles étaient quelque 2000 vers la moitié des années '80 et presque 3000 au début des années '90. Elles sont quelque 8000 au début du XXI^e siècle ⁽⁶⁾. Pour ce faire, les musulmans ont utilisé des cadres existants: anciens magasins ou ateliers, garages ou anciens bains publics. Ils ont utilisé toutes les ressources locales pour implanter une présence de l'islam dans les quartiers où ils vivent. Aujourd'hui les musulmans entrent dans une phase nouvelle, évoquée au point précédent, qui est celle de donner une forme symbolique plus claire à cette implantation.

À partir des années 1980, à côté de cette implantation de type privé-communautaire, les musulmans commencent à poser des revendications institutionnelles. Ces revendications varient selon les situations

⁵ Felice Dassetto, "Tablîghî Jamâ'at in Belgium", in M. K. Masud, *Travellers in Faith. Studies of the Tablîghî Jamâ'at as a Transnational Islamic Movement for Faith Renewal*, Leiden, Brill, 2000: 174-187; Felice Dassetto et Albert Bastenier, *L'islam transplanté*, Bruxelles, EPO, 1984

⁶ Voir à ce sujet Brigitte Maréchal, « Mosques, Organisations and Leadership », *Muslims in enlarged Europe. Religion and society*, ed. B. Marechal, S. Allievi, F. Dassetto, J. Nielsens, (Leiden, Brill, 2004) : 79-84

juridiques des cultes dans les divers pays européens (7). C'est ainsi que sera posée la question du financement du culte, de l'enseignement de la religion islamique et de l'ouverture d'écoles islamiques, des cimetières musulmans, de la nourriture *halâl* dans des institutions publiques etc. Ces demandes rencontrent d'abord des réponses mitigées et hésitantes. Mais progressivement leur prise en compte prend forme.

Globalement les musulmans vont tendre à obtenir que les États attribuent à l'islam un statut comparable à celui qu'ils octroient aux autres religions. Cette tendance vers une égalisation des droits se confirme dans l'ensemble des pays européens, tout au moins en principe car elle se fonde sur l'acquis indiscutable dans tous les pays européens et dans de nombreux textes d'instances européennes, du droit fondamental de liberté d'opinion et d'expression religieuse.

Par cette demande, les musulmans montrent ainsi leur spécificité par rapports aux autres migrations: celles-ci (portugaise, italienne, espagnole, grecque) avaient accepté de s'occulter, de s'assimiler individuellement dans l'espace public, tout en maintenant une culture d'origine dans l'espace familial et communautaire. Par contre, d'emblée et assez rapidement, les musulmans demandent leur intégration spécifique comme groupe à l'intérieur des sociétés européennes. D'un coup les enjeux qu'ils suscitent ne sont pas seulement sociaux et culturels mais également politiques voir philosophiques. Et certains enjeux, ouverts et non résolus, pourraient poser de nouvelles questions, plus difficiles à résoudre que les précédentes.

3. Le rapport au radicalisme

Le troisième défi auquel les musulmans européens ont été confrontés est celui lié au développement du radicalisme musulman qui a commencé à se manifester, et dont on a commencé à parler, dans la deuxième moitié des années 1970. Ils ont dû faire face, et ils continuent à être confrontés, à trois enjeux majeurs.

L'un est celui des relations qu'ils entretiennent avec des événements, des acteurs et des groupes inspirés ou suscités par le radicalisme islamique dans les pays musulmans. Ces relations sont jaugées par des musulmans et par le contexte à la lumière des principes fondamentaux des droits de l'homme. Les musulmans doivent ainsi tenter de résoudre la contradiction existante entre leur adhésion éventuelle à ces événements et leur affirmation en tant que musulmans européens. Dans les années 1970-1980, l'adhésion au point de vue de l'action musulmane était spontanée, quasi naturelle. L'arrivée au pouvoir de Khomeiny, l'affaire Rushdie, l'affaire des caricatures, l'action des Talibans, furent des exemples d'une tendance spontanée à partager un point de vue musulman. Dans les années 2000, et notamment après le 11 septembre, l'adhésion est plus critique et plus débattue (exception faite, peut-être, pour la réalité palestinienne), car non seulement il y a eu les expériences des controverses passées, mais il y a aussi des nouvelles générations musulmanes.

Cette prudence, voire cette distanciation, est d'autant plus grande que des phénomènes d'extrémisme religieux sont apparus au sein même de l'islam européen, que ce soit en vue d'une action dans l'espace européen (que l'on pense aux attentats du métro parisien dans les années 1980, aux attentats de Madrid ou de Londres) ou en vue de la constitution de réseaux allant combattre dans les pays musulmans. Les musulmans européens ont été forcés à prendre position à ce sujet, à dire ce qu'ils pensaient de ces conduites. Ils ne se sont pas toujours exprimés avec clarté, mais en majorité ils ont manifesté une réserve, de telle sorte que ces individus et ces groupes ont été un peu isolés au sein de l'espace musulman européen.

Reste toutefois un troisième défi : celui du rapport à la pensée radicale et aux fondements de celle-ci. Les comportements extrémistes sont condamnés en général, au nom de principes moraux généraux ou simplement d'un bon sens humain. Mais il n'y a pas toujours une cohérence claire entre cette condamnation et un système de pensée politique général qui balayerait les prémisses justificatrices d'une action radicale. Que ce soit ce qui concerne le rapport entre religions, la théorie de l'Etat, la théorie de l'action politique. C'est la lacune de la pensée religieuse et politico-religieuse dont nous parlerons plus loin (8).

⁷ Pour une synthèse : Silvio Ferrari, « The State and Legal Status systems with regard to islam : The Legal Dimension », *Muslims in enlarged Europe. Religion and society*, ed. B. Marechal, S. Allievi, F. Dassetto, J. Nielsen (Leiden, Brill, 2004) : 219-254

⁸ cfr Felice Dassetto, "After september 11th : Radical Islamic Politics and European Islam", *Muslims in enlarged Europe. Religion and society*, ed. B. Marechal, S. Allievi, F. Dassetto, J. Niensens (Leiden, Brill, 2004) : 429-530 ; Felice Dassetto et Brigitte Maréchal, « Le suicide offensif : clés de lecture » , *Maghreb-Machrek*, Hiver 2005-2006 :7-14 (N. Spécial sous la direction de F. Dassetto et B. Maréchal, *Le suicide offensif en Islam*).

Cette question du radicalisme, ou tout au moins celle de ses prémisses culturelles, est mal vécue par les musulmans et surtout par les jeunes qui se sentent accusés et accablés par cette interpellation venant de non-musulmans. Elle reste pourtant une question partiellement ouverte.

Ces trois enjeux - événements externes, radicalisme interne, pensée politique – se déclinent comme autant de facettes du rapport entre islam européen et islam mondial (⁹).

4. L'identité des musulmans européens et la transition des générations.

Les rares et imparfaites enquêtes sociologiques relatives à l'identité religieuse musulmane et aux obligations qui en découlent, tendent à montrer deux choses.

Tout d'abord, qu'on est devant une affirmation identitaire diversifiée et que l'adhésion explicite religieuse concerne une partie consistante, mais une partie seulement (on pourrait dire entre 30 et 50%) des populations d'origine familiale musulmane. On est loin donc d'une image monolithique et naturalisée de l'adhésion à l'islam, souvent utilisée comme raccourci par les médias et par les musulmans eux-mêmes et qui fait coïncider les personnes d'origine familiale musulmane avec des croyants et pratiquants actifs. Il y a parmi les musulmans européens des personnes indifférentes au religieux, agnostiques ou athées (¹⁰).

La deuxième donnée est, bien qu'en moindre mesure, que parmi les adultes, une partie consistante des jeunes générations adhère à une identité religieuse : en somme jusqu'à présent, il y a bien une succession de générations religieuses musulmanes. L'avenir dira si le processus continuera et sous quelles formes. La nouveauté consiste dans le fait que des femmes prennent une part active croissante à la construction de ce processus identitaire.

Ce renouvellement des adhésions se fait en s'inscrivant dans l'un ou l'autre des divers courants qui sillonnent l'islam européen tout comme l'islam mondial.

Parmi ces grands courants, on peut rappeler les suivants. Un *radicalisme politique*, qui amène des musulmans, fascinés par la puissance de l'État-nation moderne, à penser que la prise de pouvoir d'État permettra enfin d'attester l'islam dans le monde moderne et qui désigne facilement l'Occident comme ennemi. Ce courant est statistiquement peu présent en Europe, même si le mythe d'une société-Etat musulman peut rester un idéal de référence. Un autre courant est constitué par l'ensemble des tendances qui prônent une *orthodoxie normative et rituelle*, comme le *wahabisme* ou certains courants mystiques ou des courants *néo-salafites ou wahhabo-salafites* qui surfent sur un retour au rigorisme moral au nom d'un retour aux anciens et que des savants érudits mettent au goût du jour. Un autre courant encore est celui porteur d'un *mysticisme expressif*, qui fascine par la libération dans l'imaginaire qu'il suscite. On trouve aussi le courant porteur d'un engagement sociopolitique inspiré d'un *réformisme* très prudent et qui reste parfois intellectuellement assez pauvre (genre Frères musulmans). Ou encore de nouveaux *efforts de renouveau* qui semblent trouver un nouveau souffle après le 11 septembre 2001, ainsi que des courants *spiritualistes et mystiques* plus individualisés qui semblent intéresser les jeunes générations.

Si ces courants sont multiples, les questions auxquelles les musulmans européens (en particulier jeunes) cherchent une réponse sont assez communément partagées : Que signifie être musulmans européen ? Comment entendre l'idée de « religion » ? Comment « contextualiser », c'est-à-dire adapter le message d'origine au contexte européen ? Comment comprendre les obligations musulmanes ? Comment comprendre le licite et l'interdit, le souhaitable, l'obligatoire ? Est-il légitime d'écouter de la musique ? Le

⁹ Raisonner en terme de rapport entre local et global nous semble plus pertinent qu'analyser uniquement l'angle de « l'islam mondialisé », car il n'y a pas de dimension mondialisée sans rapport à des réalités locales. Cfr. Dassetto Felice, « Islams locaux et globalisation islamique: éléments pour un questionnement théorique », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 2006/2. N. spécial sur « Islam entre local et global »

¹⁰ Pour une discussion de cette question, voir Felice Dassetto, *La construction de l'islam européen. Approche socio-anthropologique* (Paris, L'Harmattan, 1996) : 83-140. Une analyse des sondages français : J.M. Gadeul, « L'islam de France par les sondages », *Se comprendre*, 08/05, 14p.

port du foulard est-il obligatoire? Peut-on manger de la viande non hallâl ? Peut-on épouser un non musulman ? etc. ⁽¹¹⁾.

Les quatre défis auxquels les musulmans ont dû répondre pendant les quarante années de présence en Europe, continuent à se poser aujourd'hui. Et de nouveaux défis pointent à l'horizon de la construction européenne de l'islam.

II. LES DÉFIS DU FUTUR... MAL RELEVÉS DANS LE PASSÉ

L'histoire de la présence de l'islam en Europe a marché très vite, même si aux yeux de l'impatience de nombreux musulmans elle semble aller trop lentement. Et, au regard du passé, au regard des questions, des controverses, des réalités de l'islam européen on peut entrevoir les enjeux futurs.

1. Le défi du leadership

Nous avons vu comment les musulmans européens ont créé des mosquées, fondé des associations, développé des institutions pour entrer en relation avec les Etats.

Cette action a été portée par des leaders d'origine diverse. Il s'agissait d'immigrés reconvertis à l'action religieuse. Il s'agissait de réfugiés ou de quasi réfugiés politiques, dotés d'une relative formation religieuse et intellectuelle, souvent proches des Frères musulmans, arrivés en Europe dans les années 1970-80 suite aux répressions de mouvements islamiques divers dans des pays musulmans (Syrie, Egypte, Tunisie etc.). Il y avait également des convertis à l'islam qui ont souvent joué un rôle de médiateurs entre les musulmans et l'espace européen. Il y avait enfin, depuis la fin des années 1980, des « beaux-fils », hommes mariés à des jeunes femmes de deuxième génération immigrée à travers des mariages (qui sont en même temps des moyens d'immigration), et qui ont été socialisés dans les pays d'origine au vent de l'islam qui y a soufflé depuis les années 1970.

L'ensemble de ces leaders a œuvré à l'implantation de l'islam en Europe. Ces leaders ont montré de remarquables qualités de mobilisation et d'organisation.

Une carence structurelle est toutefois apparue. Pour le dire en un mot : en islam, il y a beaucoup, voire beaucoup trop de leaders, mais il manque un leadership, c'est-à-dire des ensembles cohérents, ayant une vision partagée, des attitudes communes, formés sur un socle commun de dispositions cognitives ⁽¹²⁾. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette crise du leadership. Elles sont dues à des raisons sociologiques structurelles inscrites dans la sociologie de base du moment fondateur de l'islam et aux logiques de compétition qui s'en suivent. Elles sont dues à l'hétérogénéité des origines culturelles-nationales des musulmans européens. Elles sont dues aux faiblesses intellectuelles de leaders formés sur le tas, porteurs d'intérêts particuliers mais ayant des difficultés à transcender leurs intérêts locaux. Elles sont dues à la circulation des leaders, l'arrivée de nouveaux leaders, à l'accaparement du pouvoir par certains leaders locaux et au difficile recyclage interne du leadership. Elles sont dues à l'interférence de certains pays d'origine qui tentent d'exercer un contrôle sur leurs populations expatriées.

2. Le défi intellectuel

Outre la faiblesse sociale, les leaders musulmans européens ont désormais montré leurs faiblesses intellectuelles, soit par la lacune de leur formation qui s'est constituée « sur le tas », soit parce qu'il y a une inadéquation entre la formation reçue dans des pays musulmans et les attentes, les interpellations du

¹¹ On trouvera une analyse méthodique de ces questions, réalisée à partir de l'étude de sites web francophones dans un texte de Jean-Marie Gadeul, « En quête de réponses », *Se comprendre*, n. 09/07, août-septembre 2009 : 1-10

¹² Sur ce point cfr. Felice Dassetto, "Leaders and Leaderships in Islam and Transplanted Islam in Europe", *Religion and Social Transitions*, ed. E. Helander (Helsinki, Department of Practical Theology, 1999) : 87-103; Felice Dassetto, « Formes organisées et appartenances subjectives : faits fondateurs », *La construction de l'islam européen. Approche socio-anthropologique*, (Paris, L'Harmattan) : 83-96; Felice Dassetto, « Fondements : Un brin de logique pour comprendre », *Islams du nouveau siècle* (Bruxelles, Labor) : 29-34

contexte européen. Il existe bien entendu des profils intellectuels exemplaires, mais ils font figure d'exception.

Cette carence intellectuelle éclate au grand jour dans deux situations au moins.

Devant les controverses liées à l'insertion de l'islam en Europe, que ce soit par exemple les réitérés affaires du foulard, les images du Prophète, ou le terrorisme ou encore des aspects de la « loi » islamique ou la citoyenneté, ou les questions relatives au rapport entre science et foi, ces intellectuels ne parviennent presque jamais à donner des réponses satisfaisantes ni à débattre de manière éclairante.

Deuxièmement, ils ne semblent pas parvenir à formuler – en général- le sens d'être musulmans en Europe notamment à l'égard des jeunes générations. Les débats tortueux sur le licite et l'interdit, les ambiguïtés quant au sens à donner à l'être musulman en Europe (minorité ? marginalité, inclusion ?), la pauvreté de l'élaboration intellectuelle quant à l'idée de révélation, donc quant aux rapports entre histoire et histoire «divine », entre texte fondateur et interprétation ainsi qu'au rapport entre foi et science laissent les jeunes générations dans l'incertitude. Ou plus exactement dans l'incertitude d'une approche réformatrice, capable de contextualiser, de relire les textes fondateurs. Incertitude qui laisse la porte grande ouverte aux courants néo-salafistes, avec leur érudite interprétation des textes par la répétition littérale des interprétations savantes du passé. Il apparaît désormais que l'énoncé volontariste de pas mal de musulmans qui consiste à s'affirmer – à juste titre- comme européens et porteurs de l'idée d'un islam européen, nécessite encore la construction d'un soubassement : il importe que le système de pensée, la vision du monde véhiculée puisse trouver place au sein de l'espace européen.

Au vu de cela, il est probable que le défi majeur des années à venir est la constitution d'une élite intellectuelle formée aux fondements de l'islam, capable d'une production intellectuelle autonome et originale, à partir du vécu des musulmans européens et en dialogue avec la réalité des sociétés européennes et de leurs fondements culturels et philosophiques. Pouvant également, par leur curriculum de formation, par leur vécu cognitif partagé, constituer non seulement un ensemble hétéroclite de leaders, mais un leadership disposant de référentiels commun et dont une partie est en condition d'assurer la guidance de la communauté dans son ensemble. Ceci ne veut pas dire uniformité de pensée, mais signifie disposer des outils communs pour pouvoir se parler. A titre d'exemple : aujourd'hui entre leaders turcs (hanéfites) et marocains (malékites) la possibilité de communication sur des questions de fond est assez faible, surtout s'ils restent influencés par les instances religieuses de leurs pays d'origine.

Ce leadership devra parvenir à se positionner –voir influencer- le leadership intellectuel islamique mondial. Alors qu'aujourd'hui encore – au moins sur le plan intellectuel- l'islam européen est fortement dépendant et soumis aux vents multiples des idées de l'islam venant d'ailleurs.

Les musulmans de la première heure continuent à mettre en place des infrastructures, à bâtir des mosquées, à chercher des assises institutionnelles. Des bienfaiteurs musulmans divers les aident à financer des bâtiments. Des politiques bienveillants pensent que c'est la solution à l'intégration de l'islam en Europe. Ces aspects, certes importants, pourraient ne plus être prioritaires. Il existe en effet une large infrastructure religieuse et, plus ou moins, dans tous les pays européens le statut du culte musulman est semblable à celui des autres cultes.

Mais le défi majeur aujourd'hui, celui dont dépendra probablement le devenir harmonieux de l'islam européen, se jouera dorénavant, moins sur les développements institutionnels, organisationnels – sur lesquels misent les musulmans et par lesquels parfois les autorités politiques espèrent garantir l'encadrement des populations musulmanes- que sur les développements du potentiel et des dynamiques intellectuelles. Ce sera la capacité de l'islam de produire des discours capables de donner une réponse aux questions des musulmans européens, celles que nous évoquions plus haut : quelle vision de soi comme musulman, quelle vision de la société, quelle vision de la place de la religion musulmane dans la scène pluraliste européenne, quelle vision de l'islam dans le monde.

Il importe de prendre au sérieux ces questions car l'islam, comme toute religion, se fonde sur un important appareil intellectuel, de justifications, d'idéation religieuse qui fonde les représentations et les motivations.

De ce point, de vue on mesure le drame que vit l'islam contemporain en général. Sa crise majeure est une crise de l'élaboration intellectuelle et de l'idéation religieuse. La fameuse « réforme » qui devait se confronter au monde moderne est loin d'avoir porté ses fruits. Elle a été réorientée de manière obsédante sur trois axes.

Celui de l'action politique qui consiste à justifier la prise du pouvoir, l'action armée, l'action suicidaire, l'action assortie de toute forme de violences. Et encore : on a très peu théorisé l'État islamique même s'il est souvent évoqué; on a peu pensé, sauf exceptions, l'économie islamique souvent présentée comme signe d'une modernité musulmane. Le deuxième axe est celui de la norme, du licite et de l'interdit. Il est devenu l'obsession des prédicateurs de toute sorte et des hommes inquiets et mal assurés. Il est la spécialisation par excellence du néo-salafisme wahabite, qui fait de sa lecture érudite des hadith son fer de lance en y recherchant non pas la finalité, le sens de la norme, mais la lettre de celle-ci. D'où la polarisation sur des repères, tels le foulard, devenu l'emblème polysémique de l'être musulman où on voit les hommes envoyer en première ligne les femmes présumées exemplaires car voilées. Le troisième axe est celui organisationnel : il faut faire l'islam concrètement. Les mosquées poussent comme des champignons dans les pays musulmans et dans l'espace européen. Des institutions se créent et se recréent, faisant le pendant, la juxtaposition ou la contraposition à celles existantes. En Europe, le même processus est apparu. Cette volonté organisatrice a enthousiasmé les premières générations des musulmans et a répondu à leurs attentes. La question sera de voir si à l'avenir les futures générations auront autant d'intérêts pour le culte et ses édifices.

Ces trois axes – l'action politique, la norme, le culte- ne répondent pas toutefois à la question majeure du sens et de la finalité. Ils n'y répondent pas parce que, en général, ils ne disposent pas des outils intellectuels pour le faire et, aussi, parce qu'ils n'ont pas les ressources intellectuelles pour le faire. C'est ici que le grand défi contemporain de l'islam en général et de l'islam européen apparaît. Il s'agit de savoir comment se construira la réalité intellectuelle à venir, comment elle se produira, où se produira-t-elle.

Evidemment, cette élaboration intellectuelle ne surgira pas de rien. Et la question majeure est désormais celle de savoir par quel processus des futurs leaders intellectuels vont être formés. Aujourd'hui, cette question constitue la grande carence européenne. Il n'existe pratiquement pas en Europe des lieux de formation islamique supérieure de qualité et à la hauteur des institutions supérieures de formation locales⁽¹³⁾. La plupart des lieux existants sont très communautaristes et bien éloignés d'une pensée critique. Des universités européennes tentent des suppléances⁽¹⁴⁾.

Des jeunes vont suivre leurs formations dans des pays musulmans grâce à des bourses d'études (Turquie, Arabie Saoudite, Egypte, Pakistan etc.). Il n'est pas sûr qu'ils reviennent dotés des attitudes et des outils pour produire une pensée musulmane adéquate au devenir de l'islam européen. Il n'est pas sûr non plus que l'interférence des pays d'origine qui tentent de gérer, d'animer, d'interférer dans l'islam européen – comme dans le cas de la Turquie par exemple- soit à terme profitable, car il maintient l'islam européen sous tutelle d'une réalité venant d'ailleurs et le maintient enfermé dans les catégories nationales d'origine.

À côté des défis hérités du passé, ces deux défis, celui du leadership et celui intellectuel, se posent de manière éclatante aux musulmans européens. S'ils ne seront pas relevés, on peut faire l'hypothèse que le ton dominant des prochaines années sera celui du scénario qui se profile aujourd'hui : un scénario fait d'éclatements, de surdétermination du devenir de l'islam européen par l'influence d'Etats ou de groupements exogènes à l'Europe et la poursuite de tensions mal gérées et de réactions négatives de la part de groupes non musulmans.

L'urgence de s'atteler à ces questions est d'autant plus grande que ces défis demandent du temps. Si bâtir une mosquée est tout compte fait concrètement simple, construire une élite intellectuelle et produire une pensée sont infiniment plus longs et plus complexes. Mais il n'est pas sûr que les actuels dirigeants musulmans européens comprennent et soient à la hauteur de ces enjeux.

III. LES ANCIENNES ET LES NOUVELLES QUESTIONS CITOYENNES

L'immersion de l'islam dans les cultures et sociétés européennes pose de nouvelles questions concernant le vivre ensemble contemporain. On voudrait pointer ici deux aspects.

¹³ Farid el Asri, *La situation de la formation supérieure islamique en Europe: panoramique*, Etude réalisée pour la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la Fondation Roi Baudouin (rapport non publié), 2006

¹⁴ Comme, entre autres, le programme initié par le Cismoc à l'Université catholique de Louvain avec les Facultés Universitaires Saint-Louis et la Haute école Galilée (cfr. <http://www.uclouvain.be/38784.html>).

1. La gestion des conflits

Pas mal de nœuds apparaissent sur la scène sociale en lien avec la présence de l'islam. Or, les débats, les nœuds concernant des aspects fondamentaux du vivre ensemble –des uns et des autres- montrent comment un certain chemin est encore à parcourir. Parmi d'autres, on peut penser aux questions suivantes.

Les questions liées au quotidien, comme le foulard islamique. Celles liées à la visibilité de l'islam (comme le déroulement des moments festifs, le calendrier, l'édification de mosquée visibles dans l'espace public) ; celles liées à la vision religieuse du politique, celles liées aux rapports entre foi et science ; celles liées aux positions à l'égard des expressions politiques radicales ; celles liées aux réalités internationales où des musulmans sont engagés.

Il est probable qu'il faille créer, inventer, multiplier des lieux de débat si l'on veut éviter que ces controverses aboutissent à des radicalisations des positions en présence. Lorsqu'on observe le déroulement des débats relatifs à ces questions, ceux-ci prennent le plus souvent la forme de controverses, c'est-à-dire d'affrontements qui aboutissent parfois à des situations de pourrissement crispé des positions en présence. Ces controverses sont d'ailleurs de part et d'autre, peu argumentées, chacun véhiculant ses idées dans un dialogue de sourds.

Où justement le débat laisse la place à la simple controverse, où les positions multiples tant des musulmans (qui sont loin d'être unanimes) que des non musulmans puisse s'explicitier et surtout, dans lesquelles, les arguments des uns et des autres puissent se dire et être entendus ⁽¹⁵⁾. L'esprit critique, indispensable au débat intellectuel et à la pensée novatrice, n'avance pas si chacune des partenaires reste cadenassée et cramponnée dans des positions faites d'à priori, d'expériences passées, d'expériences déconnectées de la réalité de l'islam européen, d'injonction abstraites de tout contexte.

Il est clair, encore une fois, que dans ces débats, il importe de trouver des interlocuteurs. Or, nous avons dit la difficulté d'en trouver du côté musulman. Et du côté non musulman, la tradition désormais ancrée dans pas mal de pays d'une absence de culture religieuse et d'une méconnaissance totale du fait religieux, font qu'il est difficile de trouver des interlocuteurs qui entrevoient de quoi on parle lorsque des interlocuteurs leur parlent de foi, de fidélité, de révélation, de tradition religieuse.

2. Pluralisme et démocratie

Ces controverses montrent que la question du pluralisme dans la cité n'est pas aussi simple qu'il peut paraître. C'est une réalité plus complexe que celle implicite dans l'énoncé qui consiste à dire que nous vivons dans des sociétés multiculturelles. Ce qui souvent fait partie des évidences et donne souvent lieu à des expressions enthousiastes, accompagnées d'une pointe d'exotisme. L'islam est souvent l'une des références implicites majeures lorsqu'on parle aujourd'hui de pluralisme ou d'interculturalisme. Pour une partie au moins des opinions, celles qui se situent dans une aire qui se veut modérée, éclairée, tolérante, l'affirmation de pluralisme ou d'interculturalisme constitue une référence positive. Mais dans une autre sphère de l'opinion, athéiste militante, antireligieuse ou nationaliste, l'islam est explicitement ciblé, voire carrément rayé par principe de la carte socioculturelle.

Entre ces deux attitudes extrêmes, une aile composée de personnes en principe tolérantes, religieuses ou agnostiques, est embarrassée par cette religion qu'est l'islam. D'une part, elle est portée par une population dont elle voudrait être solidaire. Mais d'autre part, cette religion semble véhiculer des référentiels problématiques.

Ceci porte à réfléchir sur la différence entre le "divers" et le "pluriel". Dans toute société humaine, il y a de la *diversité*. Qu'il s'agisse de traits physiques, comme la couleur des cheveux ou la tonalité de la voix, ou les marques sexuelles, ou des conduites de consommation, ou encore qu'il soit question de l'adhésion à l'un ou l'autre groupe d'appartenance. On voit d'emblée dans ces exemples que derrière la diversité pointe une autre dynamique sociale, à savoir que le "divers" peut devenir socialement significatif et pertinent pour marquer des différences, des clivages entre "eux" et "nous". J'appellerai "*pluriel*", la diversité qui non seulement devient socialement significative, mais qui devient aussi objet de débats collectifs, d'enjeux de positionnements sociaux, de constitutions d'identités collectives. Le divers est donc « pluriel » par une construction sociale qui se produit

¹⁵ Cfr. Felice Dassetto, Jordane de Changy, Brigitte Maréchal, *Relations et co-inclusion. L'islam en Belgique*, (Paris, L'Harmattan, 2007)

dans le jeu des relations sociales. C'est bien le cas de l'islam en Europe : il n'est pas seulement « divers », mais il se construit et il est construit comme « pluriel ». Ceci n'est pas spécifique à l'islam : on peut dire que l'ensemble des relations entre idéologies et religions sont et restent, à des degrés divers, de l'ordre du « pluriel ».

L'idée de pluralisme donc est importante, mais à condition qu'elle ne soit pas seulement pensée comme « diversité », mais dans toute la profondeur des enjeux liés au pluralisme. Car il ne suffit pas de penser une cohabitation de cultures diverses, mais il importe de penser et de mettre en oeuvre les modalités concrètes d'existence de ce pluralisme.

L'idée de pluralisme est fortement marquée par la vision du monde qui la sous-tend. Assortie d'une vision postmoderne, elle amène la culture à être mesurée uniquement à la lumière des subjectivités de ceux qui la vivent. L'idée d'un référent tiers (les droits de l'homme par exemple) est mise en question ou tout au moins placée en deuxième ligne.

Les développements de l'idée de démocraties plurielles (chez Taylor, Kymlycka par exemple), issue d'une vision pluraliste teintée de postmodernisme et d'une pensée politique soucieuse de trouver des solutions pragmatiques (comme dans l'idée d'« accommodations raisonnables »), sont tout compte fait des pensées politiques pauvres. Elles supposent en effet que des identités se figent au sein des communautés et ne prennent pas en compte les changements, les multiplicités des appartenances et les exigences sociologiques du vivre ensemble. Elles ignorent aussi que ces identités sont des constructions sociales qui vont et qui viennent. Elles ignorent que le temps des « identités en soi » est un temps révolu (voir infra). Et surtout, au nom de la recherche de solutions immédiates, elles sous-estiment les effets destructeurs sur les ensembles sociaux et à terme sur la démocratie, de l'institutionnalisation, de la consolidation de ces identités. Car la démocratie suppose un minimum d'universalisme, de valeurs et de référentiels partagés. Or si ceux-ci ne sont plus partagés, les bases mêmes d'une cohabitation commune, d'une transaction entre ces groupes particularisées disparaissent. Ces solutions sont politiquement pauvres car elles utilisent le découpage entre groupes et par communauté, donc la simplification, au lieu de se confronter au grand défi contemporain de la multiplicité et de la complexité.

Je pense que l'organisation sociale sous l'angle du pluralisme doit parvenir à trouver un point d'équilibre entre quatre polarités:

- Nécessité de maintenir un Etat viable, démocratique, assurant une certaine fonction de garant de justice, d'équité dans un espace donné et sur base d'un socle commun partagé.
- Nécessité de maintenir une vie collective sur un espace donné, en entendant par là l'idée qu'il est légitime d'avoir une vie collective commune et que l'on assure certaines conditions pratiques qui permettent le fonctionnement de celle-ci. Ainsi par exemple, une (des) langue(s) commune(s) de communication garantit cette possibilité. Un échange entre les différentes parties, un bien-être partagé, une permanence des sociétés et des référents collectifs communs, ce qui ne signifie par retomber dans les grands mythes de la nation qui ont nourri les nationalismes du XIX^e et XX^e siècles.
- Nécessité de garantir une satisfaction individuelle, c'est-à-dire la possibilité pour tout un chacun de parvenir à un bilan aussi satisfaisant que possible pour vivre là où il vit. Il s'agit inévitablement d'une satisfaction relative, conjoncturelle et qui relève du bilan de vie personnel, mais qui suppose un souci de garantir des formes relative et aussi bonnes que possible d'équité.
- Nécessité de satisfaire des attentes collectives, des aspirations, des identités, lorsqu'elles se manifestent, mais tout en garantissant le caractère ouvert et non stigmatisant de ces identités et appartenances collectives ⁽¹⁶⁾.

Il s'agit donc d'un équilibre difficile, toujours fragile, jamais achevé qui doit être atteint. L'adhésion à des référents convictionnels différents implique la nécessité de rechercher cet équilibre.

Les modalités pour élaborer la coexistence commune ne peuvent plus relever d'une injonction, d'une assimilation unilatérale, mais elles doivent tenir compte des positions multiples en présence. Ce sont là, par exemple, les limites des approches qui défendent exclusivement les immigrés ou les musulmans ou à l'inverse, de celles qui défendent exclusivement les autochtones ou qui agitent la menace d'une Europe islamisée.

La cohabitation rapprochée de cultures, connectée à la société contemporaine mondialisée, force à repenser le mode de construction des identités. On devrait penser un nouveau concept, fondateur de nouvelles

¹⁶ Une réflexion et une théorisation approfondies des aspects formulés ici se trouvent dans Pierre Rosanvallon, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris, Seuil, 2008)

démarches. On pourrait dire que devrait se mettre en place un processus de « co-inclusion réciproque »⁽¹⁷⁾: ce concept entend désigner le fait que désormais le mode de vivre ensemble en raison des contacts et des circulations intenses de signes et de personnes ne peut se faire que si dans la définition de soi, chacun, chaque groupe, dit ce qu'il est, en explicitant en même temps son rapport à l'autre ou aux autres. Il est devenu impossible de se dire musulman, chrétien, athée etc. en soi, de manière isolée, de manière dissociée de la définition de son propre rapport à l'autre.

Ce mode de définition des identités « en soi » appartenait au passé de sociétés de communication réduite ou au passé récent des sociétés modernes de communication sélective et aux structures sociales cloisonnées. Les sociétés contemporaines, tant en termes de communication (internet, médias audiovisuels) qu'en termes de relations sociales et de modes de vie, qu'en termes de liens avec des processus mondialisés, exigent la construction d'identités qui incluent et explicitent la relation aux autres.

Ce mode de définition des identités concernera probablement aussi les religions en tant que telles et les processus de communication (dialogue) que des acteurs religieux envisagent. C'est sur base de cette prémisse que des débats (et pas seulement une information réciproque sur l'autre) peuvent s'engendrer sur les modalités du vivre ensemble. Car parler de co-inclusion ne signifie pas une exclusion du conflit, des tensions, des oppositions. Mais la co-inclusion suppose aussi qu'une certaine entente au moins sur les enjeux du conflit puisse avoir lieu.

3. Religion, sécularisation

Un enjeu à venir est lié à la place du religieux à l'intérieur de la société européenne. On sait qu'à ce sujet les Etats-nation européens n'ont pas la même attitude face au religieux. Mais ils ont une position commune : le religieux ne peut pas être le référentiel ultime des processus démocratiques.

Mais dans la gestion concrète des cultes, ils diffèrent par leur histoire, par leur expérience passée du pluralisme religieux (intra-chrétien) ou de luttes religieuses, mais également par le rôle qu'ils attribuent à la construction de l'espace public et aux rapports entre société civile et Etat. Entre une forte vision du rôle de l'Etat et la dissociation entre Etat et religion comme en France ou une vision d'entremetteur de l'Etat accompagnée d'une articulation entre Etat et religion comme en Belgique, il y a une certaine distance. Il n'est toutefois pas à exclure que les positions pratiques convergent progressivement, entre autre face aux enjeux communs posés par la présence de l'islam. Reste encore à observer à cet égard le rôle que l'Union Européenne aura à l'avenir dans ce processus d'homogénéisation. Pour le moment l'Union Européenne n'a pas de compétence directe en la matière. Mais pourrait apparaître des compétences indirectes: par exemple en matière de statut d'enseignants ou de personnel affecté aux lieux de culte et à sa libre circulation dans l'espace européen.

Les héritages passés sont aujourd'hui interpellés par la présence de l'islam mais aussi par une irruption nouvelle du religieux dans l'espace public. Mais qu'est-ce qui est interpellé au juste ? Certes une vision qui s'était imposée depuis les années 1960 en Europe (ce n'est pas le cas des USA) et qui consistait à penser que le chemin de la Modernité allait de pair avec la disparition du religieux de l'espace public. Des groupes religieux, notamment musulmans ou pentecôtistes affirment et affichent une fierté religieuse. Dans les années 1970-80 d'ailleurs, les enthousiasmes musulmans ont étonné et parfois fait réagir pas mal d'Européens. Mais l'idée fondatrice de la liberté d'expression et d'organisation religieuse a coupé court à ces perplexités.

Mais en même temps, il est apparu que la liberté d'expression dans la société civile existe à condition qu'elle trouve des principes d'autorégulation et de respect réciproque. Par exemple, les réactions au roman de Salman Rushdie de la part de musulmans ont montré une absence de retenue encore plus qu'une atteinte à la liberté d'expression. Et, à l'opposé, la publication des caricatures de Mahomet, faites au nom de la liberté d'expression, a montré aussi une absence de retenue.

Mais des milieux religieux associent parfois cette liberté d'expression et d'organisation dans l'espace public civil à la légitimité d'une pénétration du religieux dans l'espace public étatique. Ce glissement touche au cœur d'un pilier des fonctionnements démocratiques, à savoir que l'Etat et ses lois peuvent être démocratiques dans des sociétés fondamentalement pluralistes, uniquement s'ils sont autoréférentiels et sans référence à d'autres principes fondateurs que ceux qui découlent des procédures démocratiques.

¹⁷ Felice Dassetto, *L'incontro complesso*, op.cit; Felice Dassetto, Jordane de Changy, Brigitte Maréchal, *Relations et co-inclusion. L'islam en Belgique*, (Paris, L'Harmattan, 2007)

En sommes, on assiste à un réajustement de la réflexion et des pratiques autour du rapport entre l'espace public, l'espace de l'Etat et les convictions de groupes. Les équilibres et les formulations issues du XIX^e siècle et qui avaient maintenu un relatif *statu quo* jusqu'ici sont en train de chercher des nouvelles formulations.

Conclusion

Sans pessimisme lequel ne ferait qu'agrandir les problèmes, sans faux optimisme non plus qui ne ferait qu'occulter les problèmes, cet article a voulu souligner comment le processus d'inclusion de l'islam en Europe, son devenir « islam européen » à plein titre est encore en train de se faire et a encore du chemin à parcourir.

Ce chemin n'est pas nécessairement linéaire. Des tendances diverses peuvent apparaître. Des tensions peuvent surgir.

Il importe de se doter d'outils et de personnes pouvant prévenir les situations de crise et gérer les conflits lorsqu'ils apparaissent.

Le rôle important des intellectuels a été mis en exergue : le rôle que des intellectuels formés aux sciences islamiques pourront jouer. Tout comme l'importance de susciter des lieux de débat, au sens profond et fondamental du terme.

Ceux qui pensent que le multiculturalisme est en soi une réalité positive se trompent : le multiculturalisme est bon si les parties en présence le font devenir tel.

octobre 2009

Paolo Branca

Identità liquide: i giovani musulmani in Italia

1.

Quando Giorgio Gaber cantava: "Io non mi sento italiano, ma per fortuna o purtroppo lo sono" esprimeva non solo una certa provocazione, ma anche un sentimento piuttosto diffuso. Al di là dei mondiali e della pizza, ben poche sono le occasioni in cui ci ritroviamo accomunati dal senso di una comune appartenenza nazionale. La storia ha imposto l'arte di arrangiarsi come principale virtù italiana e ben poco senso civico si è radicato tra la gente che continua a ritenere le istituzioni qualcosa di inutile da cui mettersi in salvo o, all'opposto, qualcosa di cui approfittare per assicurarsi privilegi: la 'cosa pubblica' rischia così di diventare spesso 'cosa nostra', altrimenti resta 'cosa di nessuno'. Chi arriva da fuori, straniero ma non per questo deficiente, capisce presto e... si adegua. Tanto più se viene da paesi dove le istituzioni sono, ancor più che da noi, assenti o prepotenti. Meglio non averci nulla a che fare. Mettersi in regola è puro masochismo. La legalità non appare vantaggiosa, ma viene percepita come una gabbia. Non pochi italiani pensano, del resto, che "rispettare la legge è da fessi" e si comportano di conseguenza. Così, in attesa della prossima sanatoria, ognuno fa quel che vuole. Un clima che favorisce i furbi e diffonde frustrazione tra gli onesti.

Mi diverto assai poco a scrivere queste cose. Oltretutto rischio di essere additato come un disfattista. Ma tacerle, o riservarle alle lamentazioni private tanto abbondanti quanto inconcludenti, sarebbe davvero una sorta di tradimento verso una terra alla quale comunque appartengo, di cui - nel bene e nel male - sono figlio, che apprezzo e amo per un'infinità di motivi, talvolta oscuri e inconsapevoli, spesso contraddittori (come tutte le cose della vita), ma non per questo meno reali e profondi.

Quando però qualcuno cerca di stimolare in me un senso d'identità che dovrebbe indurmi a contrappormi agli altri, costruendo muri o trincee, provo un senso di profondo disagio e irritazione.

Eppure, non lontano da casa mia, ho ben visto un parco pubblico che ha dovuto esser recintato perché nei fine settimana ospitava un gran numero d'immigrati che vi passavano la notte a bere quantità inverosimili di birra, ritrovandosi al mattino disseminato di bottiglie vuote - spesso in frantumi - se non dei segni di qualche rissa e di altre simili 'piacevolezze'. Sto più o meno dalle stesse parti da quando sono nato e francamente non mi piace il modo in cui si stanno trasformando i quartieri che mi han visto crescere.

Eppure, dentro casa mia, mi è capitato di ospitare musulmani che non hanno fatto nessuno sforzo per comprendere le mie abitudini: la presenza del mio cagnolino è stata talvolta vissuta con forte disappunto, per non parlare di mia moglie che, tornando dall'ufficio, non ha ricevuto - non dico una stretta di mano - ma neppure un cenno di saluto in quanto donna estranea che evidentemente avrebbe fatto meglio a chiudersi in cucina in attesa che l'ospite tanto suscettibile togliesse il disturbo.

Latinoamericani gli ubriachi del parco, arabo il poco urbano visitatore. Se non ci fossero, la mia presunta identità sarebbe meglio tutelata? Moralità ed educazione non sono bruscolini, che siano o meno praticate non mi lascia indifferente. Il relativismo che spinge tutti a 'lasciar correre' in nome di una pretesa libertà che invece è fare i propri comodi senza dover mai renderne conto a nessuno, non mi trova tra i suoi estimatori.

Ma, è per colpa degli immigrati che esso si sta diffondendo? O forse la loro presenza ne favorisce soltanto la manifestazione in forme nuove che giustamente ci indignano, pur essendo un sintomo e non certo la causa del male?

Se abbiamo perduto noi stessi il senso delle regole e dei limiti, o non l'abbiamo mai compiutamente raggiunto, come possiamo pretendere di poterli imporre a nuovi venuti? I problemi che la loro presenza genera non sarebbero l'occasione per un bell'esame di coscienza, invece che l'alibi dietro il quale nascondere le nostre pochezze, il tappeto sotto il quale spazzare frettolosamente e ipocritamente le nostre magagne?

Da parte loro le cose non stanno molto meglio. Con il pretesto del rispetto della loro diversità culturale alcuni pretendono non solo di continuare a vivere come se fossero nel villaggio natio, ma addirittura di polemizzare su cose che in patria avrebbero accettato senza discutere. Qualche papà si rifiuta di parlare con insegnati donne, relega la propria moglie a svolgere compiti domestici impedendole di uscire e di imparare la lingua locale che l'aiuterebbe invece ad occuparsi meglio dell'educazione e della salute dei figli, senza restare confinata in un ruolo puramente affettivo che diminuirà progressivamente la sua funzione agli occhi dei ragazzi, iniziati così al maschilismo strafottente e pavido, e a quelli delle stesse ragazze che non potranno evitare di riscontrare nell'esempio materno un modello fallimentare. Tutto ciò rischia di sviluppare nei giovani una doppia morale, in casa formalmente rispettosa di tradizioni ataviche mai messe in discussione, fuori varie forme di compromesso delle quali quelle assimilazioniste non sono sempre necessariamente migliori di quelle conservatrici: portarsi nella borsa abiti con cui cambiarsi appena fuori dalla portata dello sguardo paterno può preludere a esiti peggiori che un velo autonomamente indossato, per convinzione o per far piacere ai genitori. Anzi, in questo caso, dover affrontare le non poche riserve dei coetanei e dell'ambiente in un'età delicata dove prevale lo spirito del branco e l'acritico uniformarsi all'ultima moda (per quanto idiota possa essere) può perfino produrre effetti positivi sulla formazione di un carattere indipendente più di qualsiasi microgonna portata con falsa naturalezza o con autentica incoscienza. Il coraggio di essere diversi, diversi davvero e per questo magari dileggiati, accettare di essere minoranza (etnica, linguistica, religiosa...) non è cosa da poco: tingersi i capelli di verde, mettersi un piercing chissà dove o tautarsi come un aborigeno è in fondo molto più semplice.

Non è dunque in atto nessuno scontro di civiltà, non vi sono identità monolitiche irriducibili che si oppongano in alcun clash apocalittico.

Si stanno piuttosto producendo processi di meticcio, di ridefinizione in cui ciascuno avrebbe qualcosa da offrire e qualcosa da imparare. Contribuire a che ciò possa avvenire nelle forme migliori è un impegno difficile e quotidiano, assai poco clamoroso, fatto di pazienza e saggezza. Non rende quanto gridare al lupo né tranquillizza come illudersi che tutto va ben, ma è più utile, come tutte le miriadi di cose banali ma indispensabili che ogni giorno si fanno per educare i figli, tenere in ordine la casa, far bene il proprio lavoro, ottenere buoni risultati nella pratica di uno sport... Vi sembra poco? Il mondo va avanti grazie a questo, infiammandosi di quando in quando per fantasmi evocati o costruiti a bella posta, inutili quando non dannosi, talvolta devastanti.

Naturalmente, nel caso in cui l'alternativa sia non far nulla, lasciare che le cose procedano spontaneamente verso un'automatica composizione, è altrettanto probabile che ne derivino guai difficilmente rimediabili. Ma tra le due vie, quella della demonizzazione e quella dell'ingenua e altrettanto irresponsabile svagatezza - prevalenti ahimé, come spesso sono le posizioni estreme, apparentemente chiare, ma in realtà sterili se non nocive -, dovrebbe esserci quella di una democrazia solida ed efficiente, ispirata a un sano pragmatismo, capace di scoraggiare chi si comporta male soprattutto incentivando le prassi migliori. In questo caso, purtroppo, ci vogliono tempo, risorse, disponibilità a sporcarsi le mani, elasticità, coraggio e prudenza... con interventi concreti che non danno risposte immediate e non possono essere utilizzati per ricavarne facili consensi.

2.

Intervenire sul fenomeno delle migrazioni, significa prevalentemente avere a che fare con necessità di base: alloggio, lavoro, salute... Le numerose e lodevoli iniziative che cercano di rispondere ai bisogni primari degli

immigrati sono tuttavia, nella maggior parte dei casi, carenti se non del tutto prive di una dimensione culturale che le supporti e le sappia orientare. Si fa, cioè, semplicemente quel che c'è da fare, senza domandarsi troppo dove si stia andando. Si rimane in altre parole indifferenti, e quindi passivi, rispetto all'esito globale di quanto si intraprende, con una ingenua fiducia che, spontaneamente, le cose si aggiusteranno da sé cammin facendo, pretendendo che le buone intenzioni bastino a produrre in definitiva anche buoni frutti. Sembra quasi che non si abbia nulla da dire o da proporre a chi, accanto al basilare ma non certo esaustivo desiderio di trovare condizioni di vita migliori, è portatore anche di altre domande che non sappiamo interpretare principalmente perché noi stessi siamo i primi a non porcele più. L'assistenza ai bisognosi è certo una buona cosa, ma davvero non abbiamo altro da offrire, oltre a un letto e a un pasto caldo? Duemila anni di Cristianesimo, l'ancor più antica eredità greca e romana, oppure le recenti e sofferte acquisizioni che abbiamo pagato a caro prezzo emancipandoci dai nazionalismi esasperati e ai furori ideologici del '900 sono un bagaglio già così poco "nostro" da impedirci di immaginare di poterlo almeno condividere con chi bussa alla porta dell'opulenta Europa? Il prezzo della nostra pochezza, che ci impedisce di prendere l'iniziativa, è la condanna a subire quella altrui. Potremo anche rispondere negativamente alle richieste che ci verranno poste - quando fossero delle assurde pretese - ma se continueremo a non fare il primo passo, avremo giocato solo "di rimessa" e resteremo fatalmente vittime dell'intraprendenza dei nostri interlocutori. Tra questi, oltretutto, finiranno per farsi avanti non necessariamente i più ragionevoli o rappresentativi, ma - com'è accaduto di recente nella polemica relativa al crocefisso - quelli che sapranno con maggiore scaltrezza insinuarsi nelle pieghe delle nostre miserie, senza alcun rispetto per i valori autentici di due grandi tradizioni religiose che avranno buon gioco a strumentalizzare in una sconcertante sceneggiata in cui ciascuno darà il peggio di se stesso: una partita meschina fatta di ricatti e basata sull'ambiguità. Incurante delle nostre pigrizie, la realtà nel frattempo si evolve e propone nuove sfide. Quando, dopo la prima fase del processo migratorio che ha visto prevalere giovani maschi soli, si passa alle problematiche dell'educazione, significa che un sottile ma decisivo confine è stato superato. A porsi il problema della scuola per i propri figli non sono ormai più singoli individui in condizioni precarie. Poter mandare i propri figli a scuola significa aver prima creato una situazione di relativa stabilità di affetti, di lavoro, di posizione sociale ed economica. Una società matura e responsabile non può trascurare i bisogni di questi nuclei familiari, anche perché essi rappresentano la parte più evoluta e stabile della gran massa degli immigrati e persino il più efficace anticorpo contro le possibili derive in fenomeni di marginalità e di devianza, compresa la criminalità e persino la militanza in gruppi eversivi. Offrire risposte adeguate alla richiesta di formazione e di educazione non è quindi affatto un lusso, ma primariamente opera di promozione umana e prevenzione sociale. L'ideale è certo che ciò possa avvenire nelle istituzioni scolastiche pubbliche, che dalla valorizzazione dei patrimoni culturali dei nuovi arrivati potrebbero addirittura trarre motivo di arricchimento, prendendo spunto ad esempio per ripensare insegnamenti e metodologie nel quadro della realtà sempre più pluralistica in cui sono inserite. In mancanza di simili alternative, qualcuno può intraprendere la discutibile via del "fai da te", fuori dagli ordinamenti vigenti e creando una sorta di società parallela o addirittura di corpo estraneo rispetto al Paese ospitante. La filosofia che ispira tali scelte, quand'anche fossero fatte in buona fede, rappresenta un pericolo per gli utenti di simili imprese e rafforza in essi la già troppo diffusa mentalità secondo la quale in Italia si può fare un po' quel che si vuole, in attesa di qualche sanatoria...

3.

Ma non c'è solo chi cerca di isolarsi. Altri accettano la sfida di vivere consapevolmente un'identità plurima. Nati nel nostro paese, o arrivati molto piccoli, hanno frequentato le nostre scuole e si sentono italiani. Cercano le giuste modalità per restare fedeli al loro credo, senza rinunciare ad essere giovani come gli altri. Ciò significa che sono posti dalla loro stessa età in una posizione intermedia, tra le certezze rassicuranti di quando si è piccoli e dell'ambiente familiare da un lato e dall'altro le inquietudini tipiche di personalità che si stanno ancora formando e le prospettive ancora poco chiare relative al proprio futuro (scelta del corso di studi, sbocchi professionali, costituire una propria famiglia...), il tutto condito con le normali tensioni generazionali che portano sempre gli adolescenti a dover faticosamente trovare un punto d'equilibrio tra il

semplice e passivo recepimento di quanto hanno ricevuto dai genitori e la personale appropriazione e rielaborazione di tale patrimonio. A queste condizioni, che essi condividono coi loro coetanei, si aggiunge il fatto che i principi e i valori della tradizione culturale e religiosa propria delle loro famiglie non corrispondono esattamente a quelli diffusi attorno a loro ed anzi vengono percepiti, se non estranei e incompatibili, almeno come problematici e per di più, specialmente negli ultimi anni, si sono caricati di ulteriori valenze negative in forza di avvenimenti che stanno interessando il mondo intero e che sembrano indirizzarlo pericolosamente verso una prospettiva di scontro. Nessuno sembra in grado di farsi carico delle loro esigenze: il linguaggio e l'atteggiamento di coloro che guidano i centri islamici sono inadeguati a ragazzi nati o comunque cresciuti in Italia, specialmente per quanti di loro hanno frequentato le nostre scuole e si sentono ormai più simili ai propri compagni italiani che ai loro cugini d'oltremare. Seguendo le orme dei padri, essi spesso scelgono specializzazioni di tipo tecnico-scientifico (medicina, ingegneria...) e rimangono pertanto sguarniti sul versante umanistico, il che li rende facili vittime di due fenomeni: un'appartenenza alla cultura italiana da 'parenti poveri' da un lato e dall'altro una scarsa consapevolezza della stessa civiltà islamica, della quale resterebbero paradossalmente i legittimi detentori quanti (spesso altrettanto sprovvisti) che con meno disponibilità, impegno e successo si sono inseriti nel paese che li ospita o che hanno aderito all'islam tardi e talvolta in forma bizzarra. E' evidente da parte di questi giovani una forte esigenza di avere dei punti di riferimento per la propria maturazione, unita a una diversa percezione di sé rispetto agli adulti che restano maggiormente legati a usi, costumi e mentalità del paese d'origine. Altrettanto chiari sono in loro una spiccata necessità di chiarirsi le idee circa alcuni punti caldi del confronto islam-modernità, come la questione femminile, la politica, il rapporto fede-ragione... e il desiderio di svincolarsi da un'immagine marginale e perdente del mondo d'origine, mirando a una piena integrazione come cittadini italiani di fede islamica che possano svolgere un ruolo attivo e positivo nella società (alcuni di loro fanno già volontariato al 118, con gli handicappati e persino negli oratori).

Con alcuni di loro abbiamo preparato il dvd "Conosciamo l'islam: giovani musulmani italiani", per presentarne la realtà, come strumento propedeutico al loro intervento diretto in scuole, biblioteche, centri culturali, parrocchie...

Sulle pagine del *Corriere della Sera*, Magdi Allam lo ha bollato come un video 'edulcorato' che trasmetterebbe una visione 'idilliaca' di una realtà composta invece da figli di persone che non gli vanno a genio. Non trovo molto elegante rimproverare a qualcuno di appartenere a una determinata famiglia (comunque non certo di delinquenti, visto che non mi risultano procedimenti giudiziari a carico dei genitori dei ragazzi intervistati), tanto più se si tratta di giovani che stanno cercando di impegnarsi in direzioni nuove, anche con coraggio. Uno di questi 'estremisti', per giunta di origine siriana, appariva nelle riprese mentre portava la solidarietà della sua comunità agli ebrei che ogni anno ricordano la partenza dalla stazione Centrale di Milano dei convogli per i campi di sterminio. Per la cronaca, il fatto si è ripetuto anche l'anno successivo, con la presenza di una palestinese, anch'essa tra le protagoniste del video, e quello dopo ancora. Di queste immagini e di questa realtà, ovviamente, non si faceva cenno nella requisitoria che condannava senza appello il filmato. Al solerte giornalista devono proprio esser sfuggiti i fotogrammi in questione, mentre non ha avuto difficoltà a riconoscerci una ragazza che ha avuto la disavventura di partecipare a una puntata di *Porta a porta*. Durante la trasmissione, interrogata a proposito della lapidazione, la sprovveduta diciannovenne ha dimostrato tutta la propria ingenuità. Avrebbe potuto semplicemente dire - poiché così stanno le cose - che il Corano non prevede affatto tale punizione per l'adulterio. La sua scarsa competenza l'ha indotta ad arrampicarsi sugli specchi, ricordando che già l'Antico Testamento la prevedeva. In effetti, la medesima concezione partiarcale sta alla base della morale ebraica e musulmana. Basterebbe ricordare il comandamento: "Non desiderare la moglie del tuo prossimo" che continua significativamente l'elenco così: "né il suo schiavo, né la sua schiava, né il suo bue, né il suo asino, né alcuna cosa che appartenga al tuo prossimo" (Esodo 20, 17). Ma neppure i primi cristiani erano immuni da una simile mentalità, dato che quando Gesù si espresse contro il ripudio dicendo: "Per la durezza del vostro cuore Mosè vi ha permesso di ripudiare le vostre mogli, ma da principio non fu così", i santi Apostoli ribatterono: "Se questa è la condizione

dell'uomo rispetto alla donna, non conviene sposarsi" (Matteo, 19, 9-10). Le cose non sono sostanzialmente cambiate per molto tempo, tanto che un proverbio veneto non proprio medievale (e si badi bene, veneto e non siciliano) per definire il comportamento ideale della donna recita: "Che la piasa, che la tasa e che la staga in casa" ("che sia piacente, che taccia e che rimanga in casa"). E' evidente che la questione, più che sul piano religioso, si colloca su quello antropologico e culturale, e lo sanno bene le ragazze cristiane del Medio Oriente che subiscono mutilazioni genitali e matrimoni forzati o vengono uccise dai parenti se si viene a sapere che hanno avuto rapporti sessuali illeciti, in quanto il medesimo 'codice d'onore' vige presso tutte le popolazioni, indipendentemente dall'appartenenza religiosa.

Non intendo minimizzare: trovo che sia grave che una ragazza nata e cresciuta in Italia, che non ha chiesto l'esonero all'ora di religione cattolica nel suo liceo ed ha anzi accettato di fare volontariato nell'oratorio della sua zona, possa ritenere ancora accettabile - in teoria - una cosa come la lapidazione. Ma mi chiedo quanti cattolici, chiamati ad esprimersi in TV a proposito di questioni controverse come gli anticoncezionali o la possibilità di dare la comunione ai divorziati non si sarebbero ritenuti in dovere di difendere le posizioni ufficiali della Chiesa, al di là delle opinioni personali.

L'incidente non dimostra altro che, specialmente su alcune questioni, l'umanità evolve con grande lentezza, e che lo sforzo per emanciparsi da atavici tabù e dalla disciplina di gruppo richiede uno sforzo enorme. Alla stessa ragazza, in un'altra trasmissione televisiva, è stato chiesto da qualche anima bella del patrio giornalismo, se sarebbe stata disposta a manifestare davanti all'ambasciata dell'Arabia Saudita in favore della libertà religiosa dei non musulmani che vi risiedono, ai quali - com'è noto - viene impedito non solo di celebrare qualsiasi rito, ma persino di possedere oggetti e libri tipici della propria religione. Mi pare che con le sue scelte (e quelle del padre, che collabora coi missionari francescani in opere caritative nei paesi poveri dell'Africa nera), la giovane musulmana abbia già fatto molto e debba per questo essere apprezzata. Ai solerti giornalisti chiederei invece che cosa fanno loro e le loro testate per esercitare pressioni su chi governa l'Arabia per un maggior rispetto dei diritti umani, quale politico o quale impresa statale del settore idrocarburi si sia mai sognata di vincolare contratti miliardari a condizioni che tutelassero i lavoratori stranieri in quel Paese... Evocare interessi e denaro è volgare, ne sono consapevole. Meglio prendersela con lei, velata e poco scaltra, per dimostrare le nefandezze della sua fede arretrata e sessista e magari tornarsene a casa tronfi per aver detto pane al pane e vino al vino, quali coraggiosi alfieri dell'informazione indipendente!

Per associazione di idee, mi sovviene delle condizioni disumane nelle quali lavorano molti clandestini. Ho conosciuto dei giovani impiegati da imprese edili che lavoravano anche la domenica (tanto non devono mica andare a Messa...), senza alcuna protezione né tantomeno assicurazione contro gli infortuni, ai quali per pausa pranzo venivano concessi ben 15 minuti. Temo che non si tratti di casi isolati. Eppure il clandestino è visto soprattutto come un potenziale delinquente, o uno che commette reati solo per il fatto di esistere, non anche e soprattutto uno che subisce ogni sorta di angherie, ingiustizie e sopraffazioni (vogliamo parlare degli alloggi in subaffitto in cui vivono stipati e pagando spesso cifre esorbitanti? O delle prostitute nigeriane che non mi risulta arrivino con nessuna carretta del mare, ma su voli di linea e munite di visti che sarebbe interessante sapere come riescano a procurarsi?). Se poi è musulmano, la predisposizione a finire per militare in gruppi eversivi e terroristici aggrava ulteriormente le cose. Ci siamo già scordati che italiani (e irlandesi), in quanto cattolici e quindi papisti, provenienti da zone rurali e dunque analfabeti, superstiziosi e maschilisti erano visti con sospetto, se non con disprezzo, nei civili paesi del nord Europa o negli Stati Uniti, fino non proprio a moltissimi anni or sono? Ci volle del tempo perché si superassero molti pregiudizi nei loro confronti. Talvolta la diffidenza che incontrarono non fu del tutto ingiustificata: forme di criminalità organizzata si diffusero tramite alcuni di essi anche oltreoceano. Questo significa forse che le discriminazioni di cui furono oggetto siano state legittime? Ciò che è comprensibile in taluni casi non può mai diventare giustificabile in generale. E' una lezione che avremmo dovuto imparare sulla nostra pelle, ma si fa presto a dimenticare. Certe parentele scomode si finisce per cancellarle, specialmente dopo che si è raggiunto un determinato grado di benessere. Ma, insieme all'acqua sporca, richiamo di gettare via anche il bambino. La vita sacrificata di intere generazioni che hanno contribuito allo sviluppo di tanti paesi diventerebbe così solo un imbarazzante incidente di percorso, un danno collaterale che sembra fastidioso e di cattivo gusto riportare alla mente. D'altra parte, le cose sono cambiate troppo in fretta: nel giro di pochi decenni, da

paese di emigrazione siamo diventati meta di una crescente immigrazione. E' del tutto naturale che la cosa ci spaventi. Il modo in cui tale fenomeno si sta sviluppando non è certo sempre il migliore. Più che realmente gestito, ci sembra una specie di evento atmosferico che ci ritroviamo a dover subire passivamente. E' giusto pretendere che chi deve regolamentarlo lo faccia con saggezza e con rigore. Ma ricordare che non molto tempo fa eravamo dall'altra parte della 'barricata' potrebbe stimolarci a considerare soprattutto il lato umano di quanti approdano sulle nostre sponde. Al di là delle differenze di lingua, mentalità e fede religiosa (che si sono e non vanno sottovalutate) si tratta nella maggior parte dei casi di persone che cercano soprattutto condizioni di vita migliori, un lavoro dignitoso, la libertà di poter decidere del proprio futuro... Non sempre trovano quello che cercano. Ma quando ci riescono provano in genere un profondo senso di gratitudine. Alla parte migliore di loro, che condivide con noi i medesimi timori e le stesse speranze, dovremmo dare maggiore attenzione, nel nostro stesso interesse. Una volta che avremo fatto gli uni verso gli altri almeno qualche passo, molti ostacoli che ora ci sembrano insormontabili probabilmente si ridimensioneranno. Resteranno sicuramente alla fine differenze irriducibili. Anche queste fanno parte della vita. Se pensassimo soltanto a queste, i nostri stessi rapporti familiari diventerebbero insopportabili. Senza un minimo di fiducia negli altri, nessuno di noi si azzarderebbe persino ad attraversare la strada... neppure col semaforo verde.

4.

La più recente iniziativa intrapresa insieme a ragazzi del grippo Giovani Musulmani d'Italia, ma anche con altri che all'associazione non appartengono e con giovani arabi - cristiani e laici - è stata quella di pubblicare, una volta al mese, alcune pagine scritte da loro e ospitate dal settimanale *Vita*. L'inserto si chiama *Yalla Italia* (che in arabo significa "Dai, andiamo... Italia!) e il suo scopo è quello di dar voce a questa nuova generazione che ha tanto da raccontare ma non sa come farsi sentire. Il primo numero è stato dedicato all'umorismo, di cui sembrerebbe totalmente priva una cultura che invece ne offre infiniti e spassosi esempi. "Sorridi al mondo e il mondo ti sorriderà!". Chi mai direbbe che si tratta di un proverbio arabo? E quell'altro, beffardo, che dice: "Tienti distante dal male e fagli le boccacce"? Gli sguardi ottusi dei fondamentalisti, l'implacabile durezza con cui rozzamente sentenziano, la disumana ferocia con cui tagliano mani, teste e lanciano pietre contro il malcapitato di turno stanno pericolosamente diffondendo l'immagine di un intero mondo incapace di leggerezza e d'ironia. Immagine quanto mai irrealistica, che cozza contro la straboccante umanità dei villaggi e delle metropoli del Medio Oriente o del Nordafrica in cui molti di noi hanno potuto soggiornare, anche se solo per pochi giorni. Figli di un'antica civiltà centrata sulla 'parola' - come e forse persino più di altri - gli arabi col linguaggio amano giocare e divertirsi. Le filastrocche dei bambini, i detti popolari, le barzellette sono da sempre il modo con cui gli umili si prendono almeno qualche rivincita sui prepotenti, sfiorando spesso e talvolta oltrepassando i limiti che altrimenti il buonsenso, la decenza e finanche i dettami delle leggi religiose riterrebbero insormontabili. La strumentalizzazione, da una parte e dall'altra, delle vignette danesi su Maometto non deve trarci in inganno. E' purtroppo vero che i Talebani hanno distrutto a colpi d'artiglieria la statua del Buddha di Bamyana, ma gli egiziani - musulmani ancor prima di loro - convivono da secoli con i simulacri delle divinità faraoniche senza troppi problemi. Non è dunque con una cultura iconoclasta a oltranza che abbiamo a che fare. Certamente esistono differenti sensibilità, ma non si tratta soltanto di religione. Un mondo ancora sostanzialmente tradizionale conserva gerarchie, priorità, persino tabù che la modernità ha infranto in nome di una libertà individuale esasperata, tanto che 'nuovo' e 'diverso' son diventati aggettivi senz'altro positivi, abbondantemente utilizzati negli spot pubblicitari che non avrebbero incontrato altrettanto favore presso i nostri nonni e forse nemmeno presso i nostri genitori. "Scherza pure coi fanti, ma lascia stare i santi" è un detto ben noto della nostra tradizione che non risale proprio al Medioevo. Eppure, quando l'esasperazione ci fa perdere le staffe, in Oriente come in Occidente, è proprio sulle cose sacre, o semplicemente nei campi semantici solitamente interdetti, che il linguaggio ci fa sconfinare. I bisogni fisiologici, la sessualità e persino la religione, più o meno esplicitamente, finiscono così per fungere da valvola di sfogo. "La madocina" è un modo di evocare Maria senza nominarla esplicitamente, "Diamine" addirittura abbina il diavolo e... l'acqua santa (Domine). L'arabo non fa eccezione quando, per mandare qualcuno a quel paese, gli si augura: "Che la tua religione vada all'inferno!", il che significa che mi hai fatto talmente uscire dai gangheri che sputo su quanto vi è di più sacro. Tutti, dunque, tiriamo giù i Santi dal Paradiso, qualunque esso sia, ma quando qualcuno si permette di farlo con quelli altrui cominciano i problemi: "Della mia mamma (o della squadra del cuore) parlo male solo io", pronto a difenderla come una bandiera se solo l'avversario si permette di metterne in dubbio l'onorabilità. Contraddizioni e paradossi del linguaggio che, nel bene e nel male, ci distingue dagli animali e ci permette di fare qualcosa che a loro è assolutamente impossibile: ridere, soprattutto sorridere di noi

stessi, dei nostri limiti e dell'assurdità dell'esistenza, meraviglioso dono che ha sempre almeno due facce, di cui quella nascosta ogni tanto si mostra per coglierci di sorpresa, per mettere un po' di sale nella minestra che volenti o nolenti ci tocca mangiare, per prendersi gioco delle nostre false sicurezze e rimetterci in discussione... insomma per ricordarci, come dice un altro proverbio arabo: "La vita è così: un giorno dolce come il miele, un altro aspra come una cipolla!"

Il secondo numero è stato invece dedicato ai rapporti tra padri e figli, che hanno inevitabilmente visioni e approcci differenti rispetto alle medesime questioni. Quando una ragazzina di Milano, figlia di un egiziana e di un italiano, si è sentita proporre di seguire un corso di arabo a scuola ha replicato un po' stizzita: "Non sono mica un'extracomunitaria!" Altri son stati ben contenti di frequentare questi corsi, ma si trattava principalmente di bambini delle elementari o di ragazzi delle superiori. Nell'età delle medie, si sa, gli adolescenti evitano accuratamente qualsiasi cosa li possa far percepire come dei diversi dai compagni... E' un periodo delicato, tra l'infanzia e un'età più matura e consapevole. Ciò significa che il problema dell'identità ha a che fare con molte variabili, come l'ambiente, la fase di crescita che si sta attraversando, i rapporti con la famiglia e il gruppo d'origine da un lato e quello sociale in cui si è inseriti dall'altro. Insomma, come tutte le questioni umane, non si tratta di applicare principi o teorie, ma di accompagnare un processo evolutivo complesso e talvolta contraddittorio, in continuo cambiamento, gravido di rischi non meno che di sorprendenti potenzialità. Ad occuparsene sono soprattutto le famiglie, spesso disorientate, e la scuola, già carica di una notevole e problematica mole di lavoro e ben di rado supportata da orientamenti e mezzi idonei ad affrontare adeguatamente la sfida. Ciò significa che la nostra società è già un grande laboratorio, dove è in atto una continua mediazione fra tradizioni culturali e religiose diverse che non vanno concepite come entità rigide, chiuse e predeterminate, ma elementi intrecciati di cui ciascuno di noi è il luogo di una personalissima e irripetibile sintesi. Non siamo esponenti di un'etnia o di una fede come pezzi fatti in serie, prodotti da chissà quale diabolica o sofisticata catena di montaggio. Siamo persone, vale a dire straordinarie e allo stesso tempo misere creature, dotate di sensibilità e intelligenza, cariche certo di un passato ma anche costantemente aperte al futuro. Il contesto nel quale siamo chiamati ad affrontare un simile compito non è purtroppo tra i più favorevoli. C'è infatti il rischio che su entrambi i fronti prevalgano gli aspetti meno nobili e più effimeri della massificazione che caratterizza questo nostro grigio tempo. Agli europei la parte un po' svilente dei benestanti, preoccupati soprattutto che i parenti poveri non siano troppo molesti, disponibili a sopportarli purché disposti a svolgere le mansioni più umili e faticose e a condividere almeno qualche rito collettivo, calcistico o televisivo, per dimostrare di non essere del tutto incivili. Agli immigrati, specie se musulmani, quella dei retrogradi ancorati a una visione del mondo medievale, teocratica e sessista, da rimuovere al più presto per dimostrare di poter diventare presto simili a noi. La realtà è già ben oltre questo tipo di semplificazioni. Ci sono ormai tra noi figli di immigrati di seconda e di terza generazione, alcuni di loro parlano meglio l'italiano che non l'arabo o le altre lingue dei loro genitori. Con questi ultimi e con le loro origini essi stanno sviluppando un silenzioso ma decisivo confronto, giocato nel campo delle scelte quotidiane e della condivisione della difficile e straordinaria avventura che porta dei giovani a diventare uomini e donne maturi.

Il terzo numero ha invece trattato delle vacanze. Per molti ragazzi della seconda generazione di arabi immigrati in Italia si tratta di una sorta di appuntamento fisso col paese d'origine dei loro genitori. Là ci sono i nonni, un più o meno sterminato numero di parenti, usi e costumi diversi, curiosi, talvolta bizzarri, ma sempre mediati dall'affetto che fin da piccoli è stato instillato loro per una terra a cui ciascuno di essi ha il suo proprio modo di appartenere. Quante volte hanno sentito mamma e papà, o almeno uno di loro, raccontare qualcosa di "laggiù", sempre con un velo di malinconia, spesso con un taglio tra il favoloso e l'esotico, come spesso accade ai ricordi che vengono filtrati dal cuore prima di giungere al cervello per sfociare infine sulle labbra? Eccoli dunque a confrontarsi con un passato che non si sono scelti, che fa parte di un bagaglio ingombrante ma di cui andare anche talvolta orgogliosi, spaesati sia da questa che da quella parte del Mediterraneo, troppo arabi per essere completamente italiani, troppo italiani per essere pienamente arabi. Gli odori, il cibo, gli orari insieme alle feste e alle abitudini, la stessa lingua inevitabilmente più ricca di quella che praticano con i compaesani che, come loro, stanno in occidente per la maggior parte dell'anno... sono altrettante sfide di adattamento, ogni volta, un piccolo esame a proposito della loro identità plurima e problematica.

Come l'affrontano? Nel modo più antico e sapiente: barcamenandosi, evitando gli spigoli e sgusciando da troppo aperti ed aspri confronti. Dove sta scritto che si debba decidere una volta per tutte, fare una scelta di campo: o di qua o di là? Non capita sovente anche a noi? I parenti uno non se li può selezionare a suo piacimento. Non avete pure voi una zia invadente, un cugino spaccone, quello che vi fa sempre il regalo sbagliato o che non sa dissimulare il suo disappunto per avere in famiglia un tipo come voi? Eppure, alle

feste comandate o in occasione di qualche compleanno, guai a mancare, a dimenticarsi degli auguri, a scordare che quel vestito o quell'argomento vanno assolutamente evitati!

Col passare degli anni finiamo tutti per rimpiangere le tavolate attorno alle quali abbiamo passato forse le ore più noiose della nostra vita. Lo zio tirchio o megalomane diventa quel gran simpaticone, forse un po' logorroico, ma che in fondo in fondo non merita di esser poi tanto disprezzato. Coi coetanei è tutta un'altra cosa. Lì si va sul serio: rapporti tra ragazzi e ragazze, fidanzamenti più o meno combinati o contrastati, progetti per il futuro riguardo agli studi o al lavoro... Quanta indipendenza? Quanta obbedienza? L'alchimia non è semplice: quante e quali bugie sono ammissibili per poter fare liberamente i propri sbagli? E poi il linguaggio, le buone maniere: ma come fanno a non ribellarsi, non gli scappa proprio mai una parolaccia, sentono ancora persino la gerarchia che li sottomette al fratello maggiore? L'Occidente che hanno in mente, poi, come diavolo han fatto a immaginarselo tanto strampalato? Qualcosa si può dire, molto altro rimane un po' nascosto. Le idee non sono ancora abbastanza chiare, c'è tutta una vita davanti. Di esami, almeno durante le vacanze, è meglio non parlarne. E' preferibile cercare di divertirsi e rilassarsi un po': almeno per questo, i ritmi lenti d'Oriente sono decisamente più propizi, a settembre si ricomincia.

I numeri successivi continuano sulla stessa linea, partendo dalle loro esperienze concrete e dalle loro riflessioni, per giungere a temi di attualità, anche impregnativi e spinosi, ma sempre con leggerezza e, fin dove possibile, col sorriso sulle labbra. Labbra che hanno tanto da dire e che cercano soprattutto orecchi disposti ad ascoltare.

5.

L'ultimo numero di Yalla Italia ha avuto per tema i consumi delle seconde generazioni. Non è mio specifico campo di studi quello dell'economia, ma è stato stimolante vedere questi giovani rispondere alla provocazione. Ne è emerso anzitutto un senso di fastidio, più che comprensibile, che nasce spontaneamente in chiunque si senta oggetto di un'indagine da parte di chi intenda alla fine vendergli qualcosa che si pretende fatto a sua misura e ch'egli non ha neppure chiesto.

Ma c'è qualcosa di più profondo: ritrovarsi etichettati come fetta di mercato li a evidentemente spiazzati. Volitivi e maturi forse più ancora di altri, hanno probabilmente sempre fatto i loro acquisti pretendendoli assolutamente liberi e incondizionati. Non sempre è così, o – almeno – le cose sono un po' più complesse. Anche a me non fa piacere sentirmi dire che se fumo sigarette lo faccio per continuare a succhiare qualcosa come quand'ero piccolo. Ci vedo un giudizio implicito di infantilismo che tra l'altro cozza con la radicata convinzione che fumare sia una cosa 'da grandi'... se non 'da duri'. Ma chi mi vende le sigarette conosce e sfrutta tutta una gamma di possibili motivazioni che io non conosco necessariamente e alle quali non sempre posso esser ricondotto. Conoscere ciò che l'industria del tabacco sa o crede di sapere di me mi può essere utile, se non altro per interpretare consapevolmente i messaggi di cui mi bombarda affinché io resti un suo affezionato o ancor più assiduo cliente.

Passata la prima reazione a caldo, sono emersi invece i comportamenti nei quali la continua mediazione tra identità vere e/o immaginarie è tutt'altro che assente. Oltre l'accessibilità, il prezzo, la moda e un'infinità di parametri più o meno oggettivi, il vissuto personale, i desideri, la percezione di sé e del rapporto con gli altri giocano un ruolo importante nel determinare vari consumi.

Quelli legati al cibo e all'abbigliamento, soprattutto, in quanto impattano direttamente sul nostro corpo, ma anche quelli culturali come musica, film, divertimenti, per non parlare delle moderne tecnologie che si sposano sempre più a suonerie esotiche, save screen orientalizzanti, immagini globali che rivelano dinamiche costanti di aggiustamenti progressivi e mai definitivi. Identità liquide, appunto, capaci di adattarsi ai più diversi contenitori ma stabili nella loro pur composita essenza.

Un percorso appena iniziato e ancora tutto da decifrare, ma che da subito rivela quanto varia e ricca di sorprese sia la nostra esistenza, specie ora che sta diventando sempre più e sempre più consapevolmente plurale.

Silvio Ferrari

Il convegno ed i suoi profili giuridici

Vorrei svolgere il mio intervento introduttivo analizzando le parole-chiave di questo convegno e ponendone in rilievo le implicazioni giuridiche: parlerò dunque di "seconda generazione", "musulmani" e "cittadinanza".

a) In riferimento ai processi migratori, le parole "seconda generazione" indicano le persone nate in Italia da genitori immigrati da un altro paese o, almeno, le persone arrivate nel nostro paese in età prescolare.

Demografi e sociologi hanno elaborato nozioni molto più raffinate ma questa definizione –per quanto rozza-basta per fare comprendere la caratteristica principale della seconda generazione, che è quella dell'essere sospesi, del rappresentare un ponte, dello stare su un confine che divide ed unisce al tempo stesso. La seconda generazione è sospesa tra il mondo di origine, rappresentato dalla famiglia e quello di adozione, costituito dalla società in cui questa generazione si trova a vivere il suo quotidiano. E' un ponte tra la cultura del migrante e quella del nativo e, come tutti i ponti, è qualcosa di fragile che può spezzarsi (penso al caso di Hina, la giovane uccisa dal padre perché trasgrediva i canoni tradizionali della cultura di origine) ma anche qualcosa di prezioso e insostituibile, perché consente il collegamento e lo scambio tra realtà che sarebbero altrimenti prive di comunicazione.

Il cammino lungo questo ponte, da qualsiasi delle due sponde lo si intraprenda, sia innanzitutto una esperienza personale, legata alle scelte e alle capacità degli individui e delle comunità in cui essi vivono: come opportunamente ha ricordato Bastide, non sono le culture, e tantomeno i diritti, ad entrare in contatto, ma sono gli uomini¹⁸. Ciò non toglie che questi contatti richiedano il supporto di un ponte e che ogni ponte sia un'opera di ingegneria, nel nostro caso di ingegneria giuridica. Il cammino sul ponte si svolge infatti dentro un contesto giuridico, dentro ad istituzioni –si pensi, per fare un solo esempio, alla scuola- che lo possono rendere più agevole o difficoltoso ed il modo in cui queste istituzioni sono strutturate non è affatto neutro o irrilevante per i processi sociali che si svolgono all'interno di esse. I luoghi della vita quotidiana evocati dal programma di questo convegno non sono innanzitutto luoghi giuridici: ma la scuola –per riprendere l'esempio precedente- non potrà costituire una solida arcata di questo ponte se la sua struttura giuridica non agevola l'inclusione degli immigrati di seconda generazione. Dietro a queste ovvie affermazioni sta un'idea che non tutti sono disposti ad accettare: quella che le istituzioni del nostro paese debbano trasformarsi per includere le nuove presenze che si affacciano alla cittadinanza italiana e che la responsabilità di governare questo cambiamento spetti, sia pure in forme diverse, tanto a quelli che sono già cittadini quanto a quelli che si avviano a diventarlo. In altre parole, il processo di trasformazione che è il nostro futuro può essere governato oppure subito, ma non credo che si possa arrestare: e se lo si vuole gestire, è opportuno che tutte le parti interessate siano coinvolte, con le modalità più adeguate, nel processo decisionale, a condizione che tutti –ovviamente- siano disposti a riconoscere e rispettare l'ordinamento democratico del nostro paese. Questo coinvolgimento implica precise assunzioni di responsabilità da parte degli immigrati di seconda generazione: a differenza dei loro padri e delle loro madri, essi parlano senza problemi l'italiano, sono familiari con gli stili di vita del paese, sono bene o male inseriti nel mondo del lavoro, e quindi possono compiere quel salto di qualità nel percorso di incontro con la società italiana che era precluso ai loro genitori. Ma su questo punto ritornerò nel mio intervento finale a questo incontro.

b) Questo convegno non è dedicato agli immigrati di seconda generazione, bensì ai musulmani di seconda generazione. Questa scelta richiede una spiegazione. Ad essa è sottesa la convinzione che l'essere musulmano –così come l'essere ebreo o cristiano- costituisca una potenzialità che va messa a frutto nel processo di incontro tra italiani di vecchia e nuova data: la convinzione, in altre parole, che le identità culturali e religiose abbiano un ruolo –non esclusivo e magari neppure prevalente, però di sicuro rilevante-

¹⁸ A.VV, La scuola nella società multiculturale. Orientamenti per l'Italia e per l'Europa, Brescia, La Scuola, 1994, p. 65.

nella costruzione della società che uscirà dalle trasformazioni determinate dai processi di migrazione e di globalizzazione.

Il tema dell'identità –e soprattutto quello delle identità collettive- è particolarmente delicato e richiede quindi un paio di precisazioni preliminari. Ogni comunità –e a dire il vero ogni persona- è caratterizzata dalla contemporanea coesistenza di più identità (nazionali, etniche, professionali, religiose e via dicendo): queste identità acquistano diversa importanza a seconda dei tempi e dei luoghi ma, in presenza di determinate condizioni, alcune di esse possono divenire dominanti e fornire il quadro entro cui le altre identità si collocano. Dalla metà dell'Ottocento fino alla prima guerra mondiale, per esempio, l'idea di Nazione e nazionalità ha svolto questo ruolo, fino al punto che –in nome di questo ideale- grandi masse di persone sono andate a morire sui campi di battaglia. Oggi la religione sembra avere acquistato una forza analoga e la capacità di funzionare da catalizzatore e veicolo per la manifestazione di altre aspirazioni collettive: aspirazioni all'indipendenza nazionale (penso ad Hamas in Palestina ma anche a quanto è avvenuto nei Balcani), alla giustizia economica (la teologia della liberazione in America Latina), alle riforme sociali e politiche (il movimento teo-con negli Stati Uniti). Per questa ragione ritengo che sarebbe poco saggio trascurare il ruolo che le identità religiose hanno acquistato nello spazio pubblico, fermo restando che, in questo spazio, esse debbono imparare a convivere pacificamente con altre identità, di diversa e talora confliggente natura. Quest'ultima osservazione conduce ad un secondo rilievo, relativo alle condizioni necessarie per rendere produttivo l'apporto delle comunità culturali e religiose al dibattito pubblico. La prima di esse esige che non vengano ammesse in questo dibattito argomentazioni basate su un riferimento diretto ed esclusivo alla volontà divina. Non è possibile, in altre parole, sostenere l'applicazione di certe pene, la proibizione di certi cibi, il ricorso a certi modi di macellazione degli animali soltanto affermando "Dio lo vuole": questa affermazione può essere accettabile all'interno della comunità religiosa, non quando si entra nel campo della discussione pubblica attraverso la quale si giunge ad una decisione vincolante per l'intera comunità sociale. In questo ambito è necessario giustificare le proprie scelte attraverso argomentazioni che le motivino in termini di ragionevolezza, facendo perno sulle nozioni di dignità della persona umana, di rispetto della vita animale, di benefici per l'intera collettività e accettando su questo terreno di confrontare e bilanciare le proprie posizioni con quelle contrarie. La preferenza per l'una o l'altra soluzione può essere ispirata da convinzioni religiose o ideali ma esse devono rimanere sullo sfondo: il dibattito pubblico orientato alle scelte politiche può essere condotto soltanto sulla base di regole comprensibili ed accettabili all'intera collettività, composta da persone di differenti convinzioni e fedi religiose. La necessità di garantire la partecipazione di tutti al processo da cui nascono le decisioni che vincolano tutti richiede di organizzare il dibattito attorno ad argomentazioni che tutti possano riconoscere in base al corretto uso della propria ragione.

Esaurita la fase della discussione pubblica, la regola che riscuote l'adesione della maggioranza deve essere accettata da tutti. Ciò significa, per tornare agli esempi fatti in precedenza, che una legge che vieti la macellazione rituale deve essere rispettata, una volta che sia stata democraticamente approvata, anche da coloro che ritengono di potere consumare soltanto carne di animali macellati ritualmente (fermo restando, ovviamente, il loro diritto a cercare di modificare questa legge, utilizzando tutti i mezzi consentiti in democrazia). Anche se imperfetta e soggetta a limiti (per esempio, non si possono mettere ai voti i diritti fondamentali della persona umana), la democrazia e la regola maggioritaria rappresentano il migliore strumento disponibile per garantire che il governo della cosa pubblica corrisponda alla volontà dei cittadini.

Una volta riconosciute ed accettate queste regole del gioco –che si applicano ai musulmani come a chiunque altro- le comunità musulmane possono dare un contributo fondamentale allo sviluppo di un tessuto sociale che sappia metabolizzare la pluralità etica, culturale e religiosa che contraddistingue l'Europa e, in misura crescente, anche l'Italia. Per dare un inquadramento giuridico a questa affermazione farò riferimento alle tesi di un costituzionalista americano, Robert Cover, che ha appuntato la propria attenzione sulla funzione svolta dai gruppi espressivi di identità collettivi nel processo di formazione del diritto. Secondo Cover, queste comunità costituiscono universi normativi capaci di produrre significati giuridici nuovi attraverso l'impegno dei propri membri a tradurre in realtà la visione del mondo che li anima: esse –dotate di propri miti, narrazioni e norme- sono i luoghi della giusgenesis, i luoghi cioè dove il nuovo diritto prende forma. Ma questi universi normativi, lasciati a se stessi, possono divenire settari, violenti e conflittuali. E' dunque necessaria una forza di mantenimento del sistema, capace di garantire la loro coesistenza e questa forza è essenzialmente quella dello Stato moderno, che normalmente non crea significati giuridici nuovi ma permette la nascita e lo sviluppo degli universi normativi in cui questi si formano.

Fin qui si tratta di un discorso suggestivo, capace di interpretare il pluralismo giuridico contemporaneo, ma non particolarmente innovativo. Ciò che è più interessante è l'idea di diritto sottesa a queste affermazioni. Cover descrive il diritto "come un ponte fra la realtà ed un mondo alternativo possibile". Di conseguenza il diritto non va identificato né "con lo stato di cose presenti" né "con una particolare visione del futuro": il diritto "è il ponte che unisce le due sponde", tenendole collegate ma anche separate. In altre parole, il ruolo del giurista non è quello di additare il mondo futuro (questo è il compito del profeta) né quello di difendere il mondo presente, ma quello di costruire i ponti che permettano ad ogni comunità sociale di tradurre in un progetto sostenibile e responsabile la propria concezione della vita e del mondo. Le diverse realtà sociali, che secondo Cover sono gli unici luoghi capaci di produrre significati giuridici nuovi, devono tutte farsi carico della realtà presente ed assumersi la responsabilità di elaborare la propria alternativa visione del mondo in forme giuridiche che mantengano il contatto con il mondo che vogliono trasformare.

Credo che le osservazioni di Cover siano ricche di suggestioni per affrontare la questione dell' "Islam italiano". Da un lato esse suggeriscono che le comunità musulmane possano divenire il luogo di una produzione culturale e giuridica nuova e costituiscano una ricchezza di cui sarebbe stolto privarsi in nome di un progetto di uniformizzazione delle identità collettive che assomiglia al tacitano "hanno fatto un deserto e lo chiamano pace". Dall'altro individuano con precisione le condizioni in base a cui queste comunità musulmane possono contribuire alla crescita dell'intero paese: non soltanto il riconoscimento ed il rispetto di quelle regole del gioco a cui ho fatto cenno in precedenza, ma anche e soprattutto la responsabilità di fare propria la realtà italiana in cui vivono, cercando di trasformarla ed accettando di esserne trasformati. Non è un processo senza rischi, ma sono i rischi che si accompagnano sempre alla nascita di qualcosa di nuovo: un cittadino italiano di religione musulmana che non sia (come alcuni si attendono) indistinguibile da tutti gli italiani per il modo di vestirsi, di mangiare, di comportarsi ma che sia pienamente italiano senza rinunciare al modo di comportarsi, mangiare, vestirsi, ereditato dalla propria cultura e religione. Si tratta cioè di costruire un'Italia in cui sia normale che alcuni indossino il velo, altri una croce ed altri ancora una kippà; che alcuni celebrino il ramadan ed altri la festa di Shiva o di Vishnu, senza per questo pretendere che tutti debbano celebrare qualcosa o riconoscersi in qualche simbolo perché le identità collettive non vanno concepite come tante prigioni tra cui l'individuo possa solo scegliere quella che preferisce ma come luoghi di libertà dove chi vuole, e soltanto finché vuole, possa esprimere insieme ad altri i valori in cui crede. Si tratta in altre parole di costruire la solidarietà e la coesione sociale sulla diversità e non più sull'omogeneità culturale e religiosa. E questa affermazione mi introduce all'esame dell'ultima parola su cui vorrei soffermarmi, cittadinanza.

c) La "cittadinanza" racchiude almeno tre dimensioni, poste in luce da Christian Joppke: cittadinanza come appartenenza ad una istituzione statale (è il significato che si utilizza quando si afferma: "io sono cittadino italiano"); cittadinanza come complesso di diritti e doveri che derivano da questa appartenenza; cittadinanza come identità, vale a dire come solidarietà e responsabilità verso una comunità di cui si è parte e con cui si condividono alcuni principi fondamentali. Il problema consiste nel tenere insieme queste tre dimensioni e più precisamente nel salvaguardare la dimensione identitaria della cittadinanza una volta che l'omogeneità etica, culturale e religiosa che caratterizzava lo Stato westphaliano è scomparsa in conseguenza dell'immigrazione, della globalizzazione e dei processi di individualizzazione delle scelte personali.

I termini della questione sono stati posti con incisività da Wolfgang Böckenförde con la domanda: si deve chiedere agli immigrati il rispetto delle nostre leggi o l'adesione ai nostri valori? La risposta che mi pare preferibile è la seguente: a partire dal rispetto delle leggi, bisogna costruire la condivisione del nucleo centrale di principi senza cui nessuna società, anche quella più aperta ai valori del pluralismo, può sopravvivere. Il rispetto delle leggi, anche quando non sono condivise dai loro destinatari, è la preconditione per la vita associata ed esso va richiesto da subito a tutti coloro, cittadini e non, che si risiedono in un paese; la condivisione dei valori, invece, è un processo lungo e complesso che matura nei luoghi della vita quotidiana, la famiglia, la scuola, la rete di amicizie e via dicendo, e che può protrarsi per più generazioni. Di nuovo, però, sarebbe sbagliato sottovalutare il ruolo del diritto e delle istituzioni nella costruzione dei valori condivisi. Innanzitutto la partecipazione alla formazione delle leggi è un passaggio fondamentale di questo processo. *Principi e valori sono sottesi ad ogni legge, anche la più insignificante: quanto più i principi e valori che ispirano la mia vita sono stati parte del dibattito che ha prodotto quella legge, tanto più la sua osservanza sarà da parte mia piena e convinta. In secondo luogo, le leggi rispecchiano le trasformazioni sociali e la pluralità che contraddistingue la società italiana contemporanea non può trovare espressione nelle leggi senza la partecipazione dei soggetti di questa pluralità.*

Rileggendo il mio intervento, mi accorgo che nulla di quanto ho scritto si applica esclusivamente ai musulmani. In realtà le mie osservazioni riguardano le seconde generazioni di tutte le comunità immigrate nel nostro paese. Sarò forse presuntuoso, ma non ritengo che questo sia un limite della mia relazione bensì la corretta lettura di un dato di fatto: i nodi centrali del problema che abbiamo di fronte non riguardano l'islam ma il processo di pluralizzazione della società italiana. Certamente esistono questioni specifiche che sono legate ad una particolare religione o cultura e che esigono appropriati interventi legislativi: ma l'opportunità di "de-islamizzare" la questione islamica e di considerarla in una prospettiva più ampia mi sembra emergere naturalmente dal filo del discorso che ho svolto.

Ho iniziato parlando di ponti e ho indicato i "musulmani 2G" come il ponte tra due mondi. Terminerò dicendo che non è l'unico: gli italiani convertiti all'islam e le loro associazioni ne costituiscono un altro, così come le famiglie nate da matrimoni misti o le associazioni che accomunano italiani e immigrati di religione e cultura musulmana. A ben guardare, il mondo è pieno di ponti: basta avere la buona volontà di percorrerli.



Omar Jibril

Il disagio giovanile

Quando parliamo di giovani musulmani viene quasi spontaneo immaginarsi ragazzi caratterizzati da tratti somatici tipicamente medio-orientali, individui pericolosi, spesso scuri di pelle, certamente qui nel nostro Paese con cattive intenzioni. Ovviamente non è così grazie a Dio, i giovani musulmani non sono degli alieni, ma ragazzi come tutti gli altri, magari con un aspetto fisico non tipicamente italiano, ma che assomigliano ai loro coetanei autoctoni nel modo di parlare, nel modo di pensare e ragionare, nel modo in cui vivono la loro quotidianità.

Stime del ministero parlano di 200.000 giovani musulmani presenti in Italia, le cui origini fanno riferimento a circa 50 differenti nazionalità, di cui l'80% è nato nel nostro Paese o vi è giunto giovanissimo con i propri genitori.

Come tutti i loro coetanei, i giovani musulmani vivono il disagio di un'età molto particolare come quella dell'adolescenza, un'età della vita in cui credi di non avere limiti, in cui senti particolarmente la necessità di riconoscerti in un gruppo, non importa quale esso sia e quali non-valori promuova, un periodo in cui frequenti la scuola spesso svogliatamente, il periodo in cui più di altri rischi di essere vittima o autore di atti di bullismo, di cominciare ad assumere sostanze stupefacenti, o a diventare dedito all'alcool piuttosto che intraprendere una lunga carriera da fumatore! Il giovane musulmano è sempre in bilico tra due processi o principi: il *principio di negazione di se stesso* e delle proprie origini, nel disperato tentativo di diventare il più possibile conforme ai propri coetanei autoctoni rinnegando le proprie origini; le conseguenze sono ovviamente un profondo disagio interiore ed una serie di problematiche a livello di rapporti familiari; il *principio di Negazione della società*, laddove il giovane musulmano tende a frequentare ragazzi i cui genitori hanno lo stesso Paese di provenienza, se non addirittura città dei propri, in un pericoloso processo di isolamento rispetto alla società verso una vera e propria auto-ghettizzazione.

La soluzione, come ci insegna l'Islam, sta nel giusto mezzo, e forse oggi più che mai ha un nome: Giovani Musulmani d'Italia GMI. Associazione di promozione giovanile nata agli albori del terzo millennio, il GMI ha come obiettivo quello di orientare i giovani musulmani verso la ricerca di quell'equilibrio identitario elemento fondamentale nel processo di emancipazione personale. Dalla consapevolezza infatti che l'essere ponte tra 2 culture e 2 mondi diversi costituisce un punto di forza e non un motivo di vergogna, il GMI si propone di accompagnare il giovane musulmano nella ricerca di se stesso, sintetizzando le peculiarità migliori dell'una e dell'altra cultura, con l'obiettivo islamico di rendere il ragazzo un elemento attivo, dinamico e socialmente impegnato che possa contribuire in maniera effettiva alla crescita del nostro Paese.

Attività didattiche, eventi sportivi, momenti di quotidianità vissuti in comune con altri giovani musulmani e non, impegno sociale in sostegno dei bisognosi, corsi di recupero e orientamento scolastico, momenti di riflessione sono alcuni delle attività che il GMI propone. Scopriremo allora che il giovane musulmano socialmente impegnato e fedele al proprio credo non si distingue molto dal giovane cristiano, ebreo, buddista o altro anch'egli impegnato nel sociale. Cosa vogliono i giovani musulmani? Quali sono i loro sogni? Il successo in tutte le sue molteplici forme, è ovvio: un grande calciatore, un famoso attore, un importante uomo d'affari, quel che conta è che tutto ciò non sia in contrasto con i principi etici dell'Islam, nel segno della rettitudine, della lealtà e della correttezza.

Io credo, alla luce di quanto detto, che questi giovani musulmani, in fondo, noi li possiamo chiamare *italiani*.

Enzo Pace

Generazioni in movimento

Introduzione

Il ciclo delle migrazioni verso l'Europa per molti aspetti si è concluso. Non perché non arriveranno più donne e uomini dai quattro angoli del mondo. Ma per la semplice ragione che noi ora siamo già in grado di vedere e misurare ormai tutti i cambiamenti strutturali che il fenomeno ha prodotto sin qui e, su questa base, di intuire come potrà essere la società europea in un prossimo futuro.

Fra i cambiamenti di lungo respiro su cui intendiamo attirare l'attenzione è l'inedito pluralismo religioso che sta ridisegnando la geografia socio-religiosa dell'Europa. Il Vecchio Continente ha conosciuto e riconosciuto la pluralità delle fedi, pagando due prezzi elevati: da un lato, le guerre di religioni che alla fine hanno cristallizzato territorialmente le differenze storiche fra cattolici e protestanti, e, dall'altro, la sistematica persecuzione degli ebrei sino al loro sterminio. I conflitti politici ed economici si sono spesso intrecciati a quelli religiosi.

Quando parliamo di pluralismo inedito, allora, vogliamo alludere al fatto che in un'Europa ormai pacificata per quanto riguarda le storiche contrapposizioni fra cattolicesimo e protestantesimo, hanno preso forma religioni che o erano marginali oppure lontane ed estranee rispetto alla storia stessa europea. Non pensiamo solo all'islam, che in realtà e, per molti versi, è una religione *occidentale* tanto quanto l'ebraismo e il cristianesimo, almeno alle sue origini, come del resto non è certo estraneo alla stessa vicenda storica, filosofica e culturale dell'Europa medievale, ma allo hinduismo (Atglas, 2005), al buddismo (Lenoir, 1999; Pasqualotto, 2003), alla via dei sikh (*sikh panth*) (Denti, Ferrari, Perocco, 2005) e alle nuove forme di neo-buddismo che arrivano soprattutto dal Giappone (Wilson, Dobbelaere, 1994; Macioti, 1996; Raveri, 2006); ed inoltre alle tante nuove parrocchie ortodosse, espressioni d'altrettante varie chiese autocefale (da quella rumena, a quella moldava per finire con quelle ucraina e russa), nonché alle nuove chiese pentecostali, soprattutto dell'Africa sub-sahariana, ma non solo, poiché sono arrivate anche le nuove chiese cinesi, in particolare quelle che, ad esempio, sono nate, alla fine degli anni Novanta del secolo appena trascorso, nello Stato di Wenzhou (Yang, Tamney, 2005). Basterebbe solo riflettere sull'impatto delle chiese neo-pentecostali d'origine africana, asiatica o latino-americana e sul tipo di spiritualità che esse promuovono per comprendere come il cristianesimo così come storicamente si è radicato nelle società europee potrebbe subire una sorta di choc liturgico e teologico, non avvezzo com'è né alle ritualità pentecostali tutte improntate all'esaltazione della fisicità o della credenza nella manifestazione immediata dei poteri dello Spirito né tanto meno ad una dottrina, che in tali nuove formazioni è normalmente ridotta all'essenziale o tradotta in semplici precetti morali (Jenkins, 2002; Pace, 2006).

La struttura demografica in Italia è destinata a cambiare e di pari passo muterà in prospettiva l'apporto che le nuove generazioni appartenenti, almeno nominalmente, a diverse religioni daranno alla riscrittura della mappa socio-religiosa, sarà sempre più rilevante. Alla definizione della nuova mappa daranno un contributo le nuove generazioni di religione musulmana, *assieme* a quelle di fede ortodossa, hindu, sikh, cristiana pentecostale africana o asiatica e così via. Un cantiere aperto di una convivenza *multilaterale* cui la nostra società non è sembra ancora pronta – almeno mentalmente – a misurarsi. In generale queste generazioni saranno *in movimento*, comprese quelle di autoctone. L'identità sociale e religiosa non è sempre un dato per scontato, uno stigma che si riceve per nascita e che non muta mai, un mondo-dato-per-scontato che non può essere messo in discussione. Si può, invece, pensare che,

essendo l'identità un processo di costruzione sociale, un individuo può decidere di cambiare i termini di riferimento alla propria religione di nascita, sino ad immaginare il suo abbandono (Pace, 2009).

Ciò che emerge dagli studi sulle seconde generazioni musulmane (ma non solo) in Europa è il fatto che la loro identità *sta oggettivamente nel mezzo (in between)* e che tale condizione significa almeno tre cose:

a) tendenzialmente non è *identica a quella delle madri e dei padri* (quando apparentemente lo è non è tendenzialmente coerente alla cultura delle madri e dei padri, cioè anche quando ci si sente musulmani *dentro*, l'adesione al sistema di credenza religiosa è assicurato e mediato da schemi culturali (appresi sui banchi di scuola italiani), linguaggi simbolici (che risentono dalle evidenze socio-linguistiche dell'ambiente dove prevalentemente si vive, che non è certo quello di origine dei loro padri e delle loro madri) e strumenti linguistici (nel nostro caso l'italiano più che l'arabo o l'urdu o il wolof o il pashtun) molto diversi rispetto alle famiglie d'origine;

b) tendenzialmente è marcata dal *sentimento di incertezza*, nel duplice senso di non sentirsi pienamente accettati (semmai a volte percepire il senso di ostilità e di diffidenza che le circonda) e, di converso, di coltivare la cultura della *resistenza per evitare una resa* (per cui più funziona lo stigma negativo sull'islam in generale, più cresce questo stato di disagio collettivo), con il risultato di prepararsi a dover fronteggiare una generazione che *abbiamo* deciso di condannare all'anonimato e alla discriminazione religiosa (i luoghi di culto e di aggregazione socio-religiosa) a persone che si sentono (e sono) italiane come le nuove generazioni di cui stiamo parlando?);

c) in tali condizioni il sentimento di *essere destinati a restare sempre nel mezzo*, senza un compiuto riconoscimento della diversità religiosa e culturale di cui esse sono portatrici, può trasformarsi nel *potere della perdita*: a forza di sentirsi discriminati o guardati con diffidenza o addirittura additati come persone che *naturaliter* per via della religione di appartenenza sono incompatibili con la democrazia, il paradigma dei diritti umani fondamentali e le regole giuste che uno Stato di diritti chiede a tutti i suoi cittadini di rispettare, la nuova generazione italo-musulmana potrebbe essere tentata di dare un senso alle frustrazioni che essa condivide con un'intera *italian low-cost generation* (precaria in termini economici e bloccata nell'immobilità sociale che sembra caratterizzare tutta la nostra società, più che altrove), ricorrendo alla *corda di Dio* (secondo una metafora del Corano), rinserrando le fila, vivendo in una condizione di diaspora forzata, non sentendosi cittadini a pieno titolo, non padroni a casa propria, ma ospiti, per giunta poco graditi.

Ataullah Siddiqui

Noticed and Noted: Muslim Youth in the Margins

The issue of Muslim youth and their 'integration' into European society is something that generates a lot of emotion. The 'integration' is perceived against the backdrop of a Europe shaped by Greek thought, the Roman Empire, the Enlightenment and Industrialisation. In all these key landmark developments the 'Muslims' are perceived as having made no contribution. Hence for all practical purposes 'Europe' is not, and cannot be, the 'home' of Muslims. This perception was strongly applied to the first generation of Muslims, but to some measure it is also the perception of the generation born and brought up in Britain or Europe. On the other hand, young Muslims in search of their roots and an 'authentic Islamic identity' skip the cultural experiences of their parents' generation. Hence in Britain it is widely observed that young girls embrace the veil, whereas their mothers perhaps did not even think of covering their heads. It is a battle of identity: 'I am a Muslim' – unlike the culturally absorbed Muslims of my parents' generation I want to be more authentic and different'. On the other hand, 'I defy anything European that I consider un-Islamic'. A new religious identity devoid of history and in search of its root emergence is angry and defiant. The problem compounds further, in a British context and, I believe, in other European contexts as well, where the schools teach the very basic beliefs about Islam and Muslims' practices, but largely exclude the long presence of Muslims in Europe and their contribution to European society. Nor are they taught, in any meaningful way, how their ancestors only a few generations ago fought along the British side by side in the First and Second World Wars. This unintentional evasion gives the impression that Muslims, including the young Muslims, are practically part of migration's narrative and not necessarily an important part of European history. More recently, a new report about young Muslims in Britain concluded that history lessons should include '...the history of British Muslims and their interaction with Britain offers the opportunity of empowering young Muslims across schools in the United Kingdom. Such education', the report emphasizes, will enable 'young Muslims to feel they have something to gain by reconnecting and engaging with their histories and their responsibilities.' (p. 80). It strongly recommends that 'Muslim heritage and contribution to civilization past and present be encompassed into aspects of teaching, learning and curricula' (p.87).

It is also important to question some of the notions that the secularisation of faith is the only way to be 'integrated' into modern European society. Again in order to be 'integrated' do Muslims have to consign their faith to private affairs or even discard it altogether? Let me say clearly that I am for the contextualisation of Islam in Britain and in Europe. My contention is that the idea of 'integration' is somewhat inadequate; what I propose is that Muslim youth should be encouraged to 'participate' in a meaningful way, with their values intact into the wider society for the common good of all. Otherwise their concerns will be just 'noticed', subtly 'noted' and ignored.

Sara Silvestri

Muslim women face two-fronted struggle for equality

European Muslim women are proud to live in and belong to Europe, despite facing a daily struggle against prejudice from both within and outside their own communities, new research suggests.

The pilot study, to be presented at the conference on young Muslims in Turin this week, indicates that Muslim women believe life in Europe has given them freedom, opportunities and security.

It also reveals that an emerging generation of Muslim women are becoming increasingly independent and are determined to assert their right to a full education, a career and to follow their own dreams.

But it adds that many do so in the face of archaic patriarchal cultural traditions on the one hand, and discrimination and suspicion from the non-Muslim majority population on the other. These challenges, combined with the relatively poor family backgrounds of many European Muslim women, threaten to limit their social mobility, whatever their aspirations.

The study, entitled Europe's Muslim women: potential aspirations and challenges, was commissioned by the King Baudouin Foundation and carried out by Dr Sara Silvestri, a Research Associate at Cambridge University and assistant professor in Religion and Politics at City University, London.

It is the first academic study to investigate the topic of Muslim women in Europe in a comparative way, examining it beyond the questions of the wearing of the hijab and the migration experience.

A total of 49 women from Belgium, Italy and the United Kingdom - most of them European citizens - were interviewed to provide a snapshot of the experiences, views and aspirations of Muslim women. Although the sample was small, the project is not intended to provide a definitive profile. Instead, it aims to act as a platform for future work by highlighting areas where researchers and policy-makers might focus their efforts to improve the lives of Muslim women living in Europe.

As well as the interviews, a wide range of academic reports, national statistics, government and EU reports, policy papers, speeches, media reports and blogs were analysed.

"The subject of Europe's Muslim women has been under-researched and under-considered," Dr. Silvestri said. "It has left a gap in our knowledge that can lead to misunderstandings, stereotyping and prejudice. The aim of this report was to find out about these women's daily lives, their thoughts, feelings and problems, and the contribution they are making to European society."

The study found that European Muslim women are keen to assert their right to take charge of their own lives and that many see that as entirely compatible with retaining an Islamic identity. Of the women Dr. Silvestri interviewed those who chose to wear the hijab saw doing so not as an attempt to distance themselves from wider society, but as an expression of their freedom to make their own choices.

It warns, however, that "not all Muslim women have the internal drive, strength, or have been exposed to sufficient stimuli to take such a step." Doing so not only involves breaking free of the narrow-mindedness which still exists in some closely-knit Muslim communities, but resisting external racism, social stigmatism and ignorant assumptions that they are "oppressed and illiterate".

"They are daily resisting and negotiating on two fronts," the report says: "With patriarchal norms and family structures in the community, and externally with prejudice coming from the non-Muslim environment."

The report also notes that the under- or poor performance of Muslim women in employment and education remains a problem often related to class. Improving their upward social mobility, it says, is made more difficult still by the fact that most European Muslims come from relatively poor socio-economic groups.

In spite of these disadvantages, however, the report found that many Muslim women are asserting their right to govern their own lives, seize opportunities and engage with wider society and civil organisations even in the face of occasional prejudice.

The interviewees expressed an overall commitment to European values such as the rule of law, democracy, freedom and the respect of diversity. For that reason, they expected respect for their own religious views and felt frustrated when prevented from practising their faith as they would like.

None of the respondents expressed any desire to live under existing sharia law systems. The report says their recurring aspirations as European citizens are "unexceptionally ordinary" - to live in peace and within the law, to feel integrated, to receive a good education and to have a decent job and a happy family life.

The research, which has been successfully presented to the European Parliament, the European Commission and in several academic, community and policy fora, will be published in an updated format by Hurst/Columbia University Press next year.